

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

Rôles des femmes maraîchères dans la sécurité alimentaire des ménages.

Cas du site de Kasebu dans la ville de Mbujimayi en République
Démocratique du Congo.

Auteur : Madeleine MUADI KASHIBA

Promotrice : Sophie CHARLIER

Co-Promoteur: Billy KAMBALA

Lectrice : Elena Aoun

Année académique : 2018-2019

Master de spécialisation en développement, environnement et sociétés.

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, SOCIALES, POLITIQUES ET
COMMUNICATION



Rôles des femmes maraîchères dans la sécurité alimentaire des ménages.

Cas du site de Kasebu dans la ville de Mbuji-Mayi en République Démocratique du
Congo.

Mémoire réalisé en vue de l'obtention du diplôme de master de spécialisation en
Développement, Environnement et Sociétés.

Auteur : Madeleine MUADI KASHIBA

Promotrice : Sophie CHARLIER

Co-promoteur : Billy KAMBALA

Lectrice : Elena AOUN

Année académique : 2018-2019

DECLARATION DE DEONTOLOGIE

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

DEDICACE

A mes chers parents, Jean KASHIBA, Jeanne KABEDI et Solange NSEYA pour nous avoir transmis la vie, l'amour et surtout le courage qui nous a donné le goût des études,

A mon tendre époux André Fabien KANKU pour son affection et surtout son accompagnement dans la matérialisation de cette œuvre scientifique,

A tous ceux qui font de la lutte des droits de femmes leur cheval de bataille.

Je dédie ce travail.

REMERCIEMENTS

A l'issue de notre master, qu'il nous soit permis de rendre grâce à Dieu tout puissant qui a été notre protecteur durant notre parcours académique. Nos remerciements les plus sincères s'adressent à notre promotrice, Sophie CHARLIER qui a crédité de sa confiance cette recherche et pour la somme de ses conseils et recommandations qui ont donné forme à ce travail. Nous exprimons également notre gratitude à Billy KAMBALA, notre encadreur qui, d'une manière considérable, a contribué à la rédaction de cette recherche scientifique. Nous disons également merci à Elena Aoun pour avoir accepté de lire notre mémoire.

Notre reconnaissance va aussi à l'endroit de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur pour avoir financé cette recherche. Merci également au Réseau Femme et Développement et à toutes les personnes, qui ont mis à notre disposition les données nécessaires pour aboutir à l'élaboration de la présente étude. Nous sommes également reconnaissante à l'endroit du corps enseignant de l'Université Catholique de Louvain pour nous avoir formé.

Nous ne saurons terminer nos propos sans remercier tous les camarades du master de spécialisation en Développement, Environnement et Sociétés de l'année académique 2018-2019 avec qui, nous avons passé des moments inoubliables durant notre vie académique. Merci également à mes frères et sœurs qui ont attendu avec patience les fruits de cette œuvre scientifique. Enfin, que tout un chacun qui d'une manière ou d'une autre a contribué à la rédaction de ce travail trouve ici l'expression de notre gratitude.

MUADI KASHIBA Madeleine

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AUP : Agriculture Urbaine et Périurbaine

BAD : Banque Africaine de Développement

CEFOP-DH : Centre de Formation Populaire pour les Droits de l'Homme

CNF : Conseil National des Femmes

CONADEF : Comité National des Droits des Femmes

CRONGD : Conseil Régional des ONGs de Développement

DSCRП : Document de stratégie de croissance et de réduction de pauvreté

ENABEL : Agence Belge de Développement

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FORMIERE : Société Internationale Forestière et Minière

GAERN : Groupe d'Appui aux Exploitations des Ressources Naturelles

INS : Institut National des Statistiques

MIBA : Minière de Bakwanga

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONGD : Organisation Non Gouvernementale de Développement

PNLS : Programmes National de Lutte contre le Sida et les Its

PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement

RDC : République Démocratique du Congo

REFED : Réseau Femme et Développement

SNCC : Société Nationale des chemins de fer du Congo

VIH/SIDA : Virus de l'Immunodéficience Humaine/ Syndrome
d'Immunodéficience Acquise

TABLE DE MATIERES

DECLARATION DE DEONTOLOGIE	i
DEDICACE	ii
REMERCIEMENTS.....	iii
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	iv
TABLE DE MATIERES	v
INTRODUCTION GENERALE	1
1. Problématique	1
2 Choix et intérêt du sujet	5
3 Objectif de la recherche.	6
4 Méthodologie	7
PREMIERE PARTIE : APPROCHE CONCEPTUELLE ET THEORIQUE	8
CHAPITRE PREMIER : CADRE CONCEPTUEL	8
1.1. Agriculture périurbaine.....	8
1.2. Maraîchage.	9
1.3. Sécurité alimentaire.	11
1.4. Problématique de Genre et agriculture en Afrique subsaharienne.	13
1.5. Ménage.	16
1.6. Une grille d'analyse féministe de l'agroécologie : Grille Mandala.....	17
CHAPITRE DEUXIEME : L'IMPACT DES MINES DANS LA VILLE DE MBUJIMAYI	21
2.1. Retombées des mines sur l'économie à Mbuji mayi.	21
2.2. Problématique du genre dans le secteur minier dans la ville de Mbuji mayi.	23
2.3. Impact des Mines en rapport avec les hommes et les femmes.	24
DEUXIEME PARTIE : DU DISPOSITIF METHODOLOGIQUE A L'ANALYSE DES DONNEES DE TERRAIN.....	27

CHAPITRE TROISIEME : DISPOSITIF METHODOLOGIQUE.....	27
3.1. Outils de collecte des données	28
3.2. Présentation Du terrain.	31
3.3. Déroulement de l'enquête.	37
3.4. Analyse et traitement des données.	41
CHAPITRE QUATRIEME : RESULTATS ET DISCUSSION	42
4.1. Résultats des enquêtes	42
4.2. Discussion des données	63
CONCLUSION.....	74
BIBLIOGRAPHIE.....	78
ANNEXES	83
RESUME	96

INTRODUCTION GENERALE

La République Démocratique du Congo traverse un moment de crise socio-économique. Une situation qui affecte une bonne partie des villes congolaises notamment la ville de Mbuji-Mayi. Dans la ville de Mbuji-Mayi, après la faillite de la société Minière de Bakwanga, la population a mis en place des stratégies de survie axées sur la débrouillardise entre autres le maraîchage. Aujourd'hui, cette activité permet à des nombreuses familles de subvenir à leurs besoins de base si l'on en croit quelques données. La femme est plus remarquable dans la pratique du maraîchage dans la ville diamantifère mais curieusement son rôle dans cette activité agricole reste encore méconnu dans la société. C'est à cette catégorie sociale que nous nous intéressons dans le cadre de cette étude.

1. Problématique

Les retombées de la stabilisation du cadre macro-économique soutenue par des investissements des groupes étrangers dans les télécommunications et les mines n'arrivent pas à profiter à la majorité des ménages congolais : les taux de chômage et de pauvreté demeurent chroniquement alarmants (Mutamba Lukusa, 2016, Malu-Malu, 2014, cités par Masiala et al., 2018). Cette affirmation corrobore les données du Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR). Une situation qui n'épargne pourtant pas la ville de Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province du Kasai-Oriental et notre zone d'étude. Réputée pour ses gisements miniers, la ville de Mbuji-Mayi fait actuellement face à une crise économique sans précédent.

La Minière de Bakwanga, (MIBA) était la seule entreprise minière encore en opération à Mbuji-Mayi jusqu'à son arrêt de production en 2008 et l'un des principaux moteurs de l'économie dans une ville où une très grande proportion de la population, estimée à plus de 3,5 millions d'habitants, dépend directement ou indirectement de l'extraction du diamant, (CRONGD, CEFOP-DH, GAERN, 2009). Aujourd'hui, les conditions socio-économiques difficiles de cette région se traduisent par des problèmes d'accès à l'eau potable, à une nourriture suffisante, aux soins de santé et à l'éducation et sont une grande préoccupation pour les habitants de la « capitale du diamant », (idem).

Cette crise socio-économique que traverse la ville de Mbuji-Mayi a poussé la population à inventer des stratégies de survie, fondées sur des activités de la débrouillardise. Parmi ces activités, le maraîchage figure presque en première position dans l'agriculture périurbaine (Ndumbi, 2016). Dans ce contexte, la vie du ménage devient l'affaire de tout le monde, père ou mère de famille, jeune ou enfant peuvent se lancer dans ce genre d'activités afin de rechercher des revenus pour le ménage. Dans ces activités, la femme joue un rôle important. Rôle souvent méconnu et nié malhonnêtement note (Musitu, 2006). Pour rendre compte de l'une des stratégies de survie des ménages dans la ville de Mbuji-Mayi, nous allons nous intéresser à une catégorie sociale. Il s'agit des femmes maraîchères dans la périphérie de la ville de Mbuji-Mayi en République Démocratique du Congo.

Pour l'Organisation de Nations –Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, le phénomène frappant est la “féminisation de l'agriculture” dans certains pays africains¹. Les femmes qui, par tradition accomplissent la majorité des travaux du secteur, sont devenues épine dorsale par leur prédominance croissante par rapport aux hommes et par leur contribution à l'alimentation, soit 60 à 80% de la production continentale (Bongiwe et al, 2015), malgré les inégalités qui existent entre les hommes et les femmes dans ce domaine. Malgré ce rôle primordial dans la production alimentaire en Afrique subsaharienne Coumba note que l'accès des femmes aux facteurs de production tels que la terre pose encore problème². En République Démocratique du Congo, les femmes sont celles qui assurent la survie de près de 80 % des ménages du pays, sans toutefois que leur rôle ne soit reconnu à sa juste valeur, (CONADEF, 2014).

¹ Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire : <http://www.fao.org/3/a-al936f.pdf> (page consultée en ligne le 30 juin 2019) [Pdf, en ligne]

² Genre et foncier : une équation non encore résolue au Sénégal : <http://www.ipar.sn/Genre-et-foncier-une-equation-non-encore-resolue-au-Senegal.html> (page consultée en ligne le 05 Juillet 2019).

Masika (2009, p. 7), révèle que *« partout les femmes ont été discriminées d'une façon ou d'une autre et on ne lui reconnaît pas une considération égale à celle de son homologue masculin ni sa participation dans les activités de développement au sein du ménage comme dans toute la communauté en tant que mère qui donne la vie aux hommes et aux femmes, comme épouse et conseillère de son mari, en tant que citoyenne du pays ayant des droits et des devoirs envers son pays. Elle est une actrice importante qui nécessite d'être soutenue dans ses initiatives et assainir ses conditions de travail pour qu'elle produise mieux et bénéficie des résultats de son travail »*. Certaines normes internationales, font remarquer que *« les femmes africaines sont à la fois économiquement actives et très investies dans l'entrepreneuriat. Elles constituent le noyau de la main-d'œuvre agricole et possèdent la majorité des entreprises du secteur informel »* (BAD, 2015).

Malheureusement, leurs professions occupées sont à faible valeur ajoutée, à travers une rentabilité économique insignifiante. Dans le secteur agricole précisément, bien que les femmes produisent la majorité des denrées alimentaires, leurs difficultés rencontrées sont presque toujours plus grandes que celles des hommes pour accéder aux ressources productives, aux marchés et aux services. Par conséquent, le fossé entre les femmes et les hommes freine la productivité des premières, ce qui a une corrélation directe avec la réduction de leur capacité productive au sein des ménages et de leur bien-être économique et social. En même temps cela est un frein à leur contribution à la croissance du secteur agricole, mais aussi à la réalisation des objectifs plus généraux de développement économique et social de leur pays et du continent (FAO, 2011).

Selon les études de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2011) et de la Banque Africaine de Développement (2015) quel que soit le pays ou la région tout en reconnaissant des particularités à chaque société, il convient de noter que la réalité des inégalités est présente ainsi que le fossé à combler entre les femmes et les hommes en matière d'accès aux ressources productives essentielles et aux services pour une agriculture « genrée ». Il s'agit notamment de la terre, des outils de production comme les charrettes, motoculteurs, de nouvelles technologies, du crédit, la vulgarisation, l'instruction, etc.

En République Démocratique du Congo, par exemple, ce sont les femmes qui assurent la survie de près de 80% des ménages et la majorité de la main- d'œuvre agricole est constituée de femmes. Pourtant, à cause d'une culture défavorable aux femmes, d'une éducation insuffisante et de politiques publiques inefficaces, les femmes restent marginalisées, notamment en ce qui concerne le contrôle des terres, (CONADEF, 2014). Et pourtant, la FAO, soutient que l'accès à la terre est indispensable pour produire de la nourriture et créer des revenus. C'est aussi un atout social et économique déterminant qui donne accès à l'identité culturelle, au pouvoir politique et à la prise de décisions, (FAO, 2011). En assurant l'égalité des hommes et des femmes en matière d'accès à la terre, on multiplie les débouchés économiques, on encourage l'investissement dans la terre et la production alimentaire, on améliore la sécurité alimentaire des familles en période de transition économique et sociale et on favorise une meilleure gestion des ressources, (idem).

Ainsi, à partir de la grille Mandala (voir pages 17-19), initiée par Monde selon les femmes, nous allons voir, comment les femmes maraîchères de la périphérie de la ville de Mbuji-Mayi analysent leurs rôles dans le maraîchage et l'apport de cette activité vis-à-vis d'elles-mêmes et de la sécurité alimentaire de leurs ménages. Nous allons chercher à mettre en évidence la spécificité du rôle de femmes dans l'agriculture maraîchère périurbaine. Pour y arriver, nous allons notamment chercher à savoir, quelle est la part des revenus issus du maraîchage ? Ces revenus proviennent-ils de la femme ou des autres membres du ménage ? Nous allons également chercher à savoir comment sont réalisées les transactions commerciales des produits maraîchers ? De plus nous chercherons à savoir où sont investis les revenus du maraîchage et comment participent-ils à la sécurité alimentaire du ménage.

Pour revenir à la question du genre, nous allons questionner le rôle de chaque membre du ménage au tour de cette activité maraîchère. Dans le cadre de notre étude, nous cherchons à connaître à quel niveau, les femmes qui s'adonnent au maraîchage contribuent-elles à la sécurité alimentaire du ménage dans un contexte socio-économique précaire. Ainsi, notre question de recherche se formule de la manière suivante : « **Dans un contexte de précarité socio-économique, comment les femmes, s'organisent-elles autour de l'agriculture maraîchère périurbaine et dans quelle mesure contribuent-elles à la sécurité alimentaire du ménage ?** ».

Cette question de recherche a été dégagée après une revue de la littérature importante notamment sur le rôle des femmes dans les activités maraîchères et surtout sur la contribution des femmes à la sécurité alimentaire en République Démocratique du Congo. Dans le cadre de notre étude, nous allons recourir à la démarche inductive. Pour mener notre étude, nous postulons que : (i) dans un contexte socio-économique difficile, les femmes maraîchères s'organisent en collaboration avec les membres de leurs familles à savoir leurs maris et leurs enfants pour pouvoir réaliser cette activité qui permet la survie de la famille ; (ii) Les femmes ont leur analyse de l'impact de leur travail dans l'agriculture péri-urbaine en lien avec : leurs difficultés d'accès aux ressources, la sécurité alimentaire de leur famille mais également les effets par rapport à leur développement personnel ainsi que les changements dans les rapports de genre (au sein de la famille et de leur communautés).

2 Choix et intérêt du sujet

Notre attention a porté sur le maraîchage car c'est l'activité à laquelle les femmes se sont le plus tournées dans la périphérie de Mbuji-Mayi en RDC depuis la crise socio-économique que traverse la ville. Ainsi, le choix du maraîchage se justifie par son occupation spectaculaire des terres périurbaines, mais aussi en tant qu'activité de survie parmi les solutions exploitées par les ménages dans la périphérie de la ville de Mbuji-Mayi. Aujourd'hui, l'importance d'une approche en termes de genre (analyse des rôles et des relations de pouvoir entre les femmes et les hommes) dans les enjeux de développement est reconnue. Ainsi, la pertinence de cette étude se situe dans la réflexion autour de nouvelles pratiques qu'est l'agriculture périurbaine réalisée par les femmes en réponse aux enjeux de la crise socio-économique et d'insécurité alimentaire.

Ainsi, compte tenu de l'utilisation de l'espace, mais aussi des systèmes de culture et surtout des types d'acteurs qu'implique l'agriculture périurbaine dans les grandes métropoles africaines, elle nous semble être un des cadres propices d'analyse des rapports hommes-femmes au regard de sa croissance et son importance (Moustier et Pages, 1997). Cette agriculture qui est une activité en transformation suite au phénomène de la périurbanisation (Misser, 2014) joue un rôle clé dans l'approvisionnement et la satisfaction de besoins des urbains.

De ce point de vue, l'agriculture périurbaine est donc un levier d'action pour les politiques de développement humain et de lutte contre la pauvreté en ville (Robineau, 2013). Par ailleurs, l'importance d'une telle étude s'inscrit dans ce que (Locoh, 2007) souligne en ces termes: « Les recherches sur les rapports de genre améliorent les diagnostics, peuvent proposer des transformations pour plus d'égalité et contribuer à l'évaluation des changements». Cette étude va contribuer aux différents travaux sur la promotion du genre en vue de rêver le lendemain une société où les femmes et les hommes jouiront tous de mêmes droits et devoirs. Certes, nous savons que les résultats ne suivront pas immédiatement mais nous sommes toutes fois rassurer, que d'une manière ou d'une autre nous allons mettre à la disposition de nos différents lecteurs des informations nécessaires pouvant leur permettre de comprendre la contribution des femmes maraîchères mbujimayiennes à la sécurité alimentaire de leurs ménages. Ce, dans un contexte où la ville traverse un moment de crise socio-économique surtout après la faillite de la MIBA.

3 Objectif de la recherche.

Cette étude nous permet de rendre compte des alternatives mises en place par les femmes maraîchères de la ville de Mbujimayi pour pouvoir subvenir aux besoins familiaux. Stratégies méconnues et parfois boudées même par la société et pourtant elles permettent à des nombreuses femmes d'assurer la survie de leurs ménages. Ainsi, l'objectif général de cette recherche est de mettre en exergue les stratégies des femmes maraîchères au sein de l'agro écologie et de démontrer leurs rôles dans la survie du ménage en réaction à la crise socio-économique. Au terme de cette recherche, les cinq objectifs spécifiques suivants seront réalisés :

- Comprendre ce que le maraîchage apporte aux femmes, à leur empowerment et au ménage,
- Savoir si l'activité maraîchère permet aux femmes de se positionner différemment dans le ménage et de changer ou de modifier leurs rapports de genre,
- Comprendre les différentes étapes des transactions commerciales liées à l'agriculture maraîchère périurbaine effectuée par les femmes,
- Savoir où sont investis les revenus du maraîchage féminin et à quelle hauteur, ils contribuent à la sécurité alimentaire,

- Comprendre comment les rôles sont repartis dans le ménage en ce qui concerne la pratique du maraîchage.

4 Méthodologie

Ce travail est divisé en deux grandes parties. La première partie théorique : nous permet de préciser les concepts que nous allons utiliser ainsi que la grille d'analyse que nous appliquerons dans l'analyse de nos résultats de terrain. Dans cette partie théorique nous abordons également de manière livresque la situation des femmes maraîchères en RDC ainsi que l'impact des mines par rapport aux violences vécues par les femmes dans notre zone d'étude. La deuxième partie est axée sur la recherche empirique. Pour ce faire, nous avons réalisé un terrain du 20 mars au 5 mai 2019. Quant à la méthodologie de recherche et d'analyse des données plus de détails sont donnés dans deuxième partie de la présente étude.

PREMIERE PARTIE : APPROCHE CONCEPTUELLE ET THEORIQUE

Cette partie théorique de notre mémoire est divisée en deux points. Le premier point définit les différents concepts et grille d'analyse mobilisés dans le cadre de la présente recherche. Le deuxième point quant à lui revient sur la question minière et ses différents impacts sur le rapport de genre homme et femme dans la ville de Mbujimayi.

CHAPITRE PREMIER : CADRE CONCEPTUEL

Ce chapitre se focalise sur la définition des concepts et du cadre d'analyse mobilisés dans le cadre cette recherche. Nous allons parler de l'agriculture périurbaine, du maraîchage, de la sécurité alimentaire, de la problématique du genre et de l'agriculture en Afrique subsaharienne, du ménage et de la grille féministe Mandala.

1.1.Agriculture périurbaine.

Selon Moustier et Mbaye (1999, p.10), l'agriculture périurbaine est considérée comme : *« l'agriculture localisée dans la ville et à sa périphérie, dont les produits sont destinés à la ville et pour laquelle il existe une alternative entre usage agricole et urbain non agricole des ressources ; l'alternative ouvre sur des concurrences, mais également sur des complémentarités entre ces usages : foncier bâti et foncier agricole; eau destinée aux besoins des villes et eau d'irrigation; travail non agricole et travail agricole; déchets ménagers et industriels et intrants agricoles ; coexistence en ville d'une multiplicité de savoir-faire due à des migrations, cohabitations d'activités agricoles et urbaines génératrices d'externalités négatives (vols, nuisances) et positives (espaces verts) ».*

Pour leur part Moustier et Pages (1997) considèrent, l'agriculture périurbaine comme une activité d'une importance capitale pour les revenus et l'alimentation des urbains dans un contexte de fort déséquilibre démographique entre ville et campagne et de paupérisation du milieu urbain. C'est aussi une réalité, puisque 10 à 80 % des urbains se consacrent à l'agriculture, pour l'autoconsommation, mais aussi pour la vente. L'agriculture périurbaine joue donc, un rôle croissant pour approvisionner les villes. Pratiquée dans les villes et à leur proche périphérie, elle concerne des métiers spécialisés, comme le maraîchage, (Moustier et Mbaye, 1999).

L'organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) quant à elle propose une définition faisant la distinction entre agriculture urbaine et agriculture périurbaine : « *L'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) se réfère aux pratiques agricoles dans les villes et autour des villes qui utilisent des ressources – terre, eau, énergie, main-d'œuvre – pouvant également servir à d'autres usages pour satisfaire les besoins de la population urbaine. L'agriculture urbaine (AU) se réfère à des petites surfaces (par exemple, terrains vagues, jardins, vergers, balcons, récipients divers) utilisées en ville pour cultiver quelques plantes et élever de petits animaux et des vaches laitières en vue de la consommation du ménage ou des ventes de proximité* » (FAO, 1999, p. 2). Pour notre part, nous allons appréhender l'agriculture périurbaine comme celle exercée dans la périphérie de la ville et qui approvisionne non seulement les ménages mais aussi les centres urbains en produits alimentaires car nous estimons bien que les produits issus de cette agriculture sont aussi commercialisés.

1.2.Maraîchage.

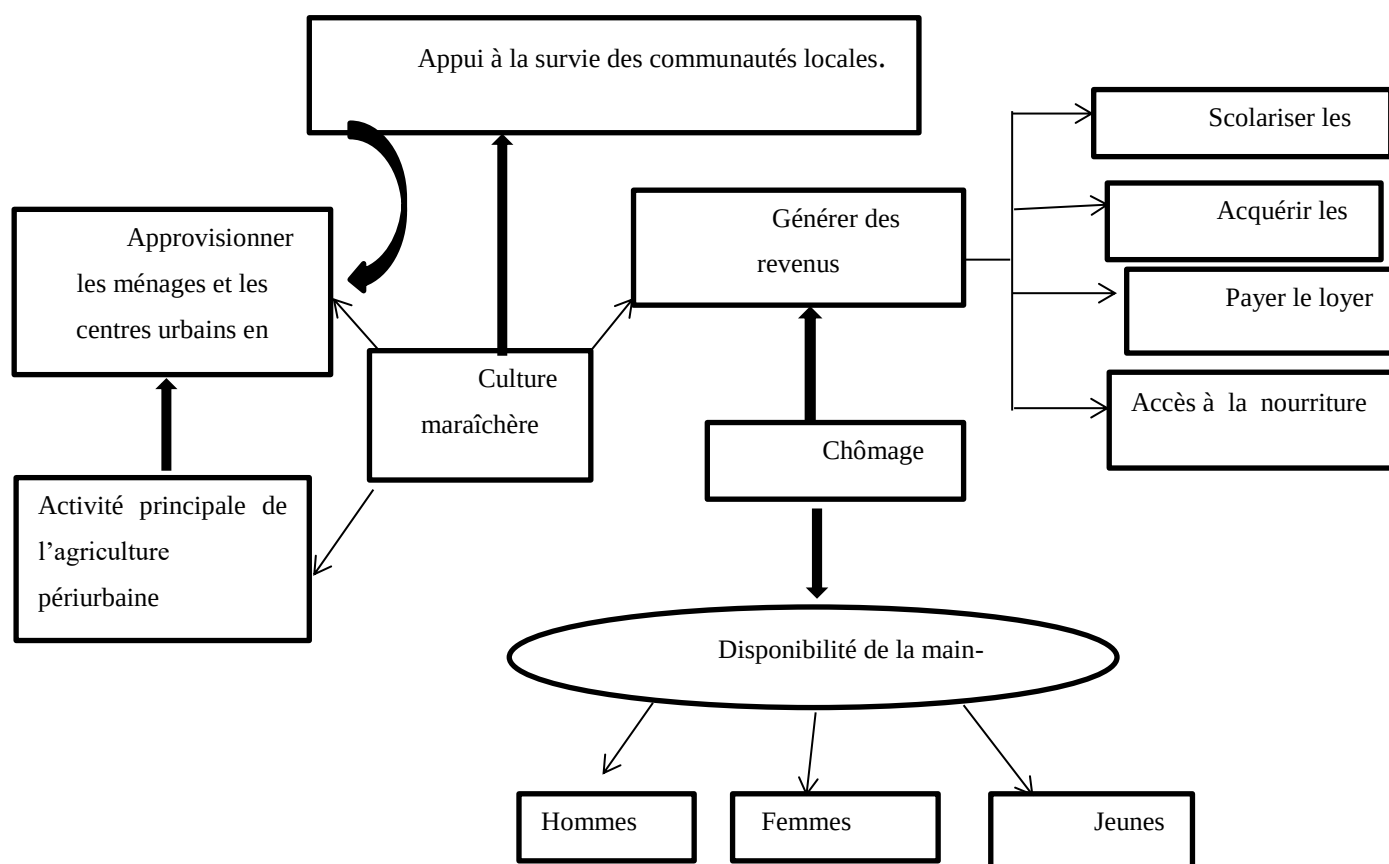
a) Définition du concept.

Le terme maraîchage est en soit un secteur d'activité caractérisé par la production intensive d'espèces légumières destinée essentiellement à la vente en frais. Il tire son origine du mot marais parce que les premières cultures légumières étaient réalisées en zone de marais, bénéficiant d'un approvisionnement régulier en eau (Kankonde et Tollens, 2001). Selon Gonroudobou (1985), le maraîchage est une activité complexe qui se caractérise par la mise en valeur de superficies réduites et par la production d'une multitude de spéculations. Il s'agit alors d'une production intensive et continue, une série d'opérations (le labour et le dressage des planches, le repiquage, l'arrosage, la récolte, la vente etc.) qui occupent la journée du maraîcher. Pour sa part, Mianda (1996), définit le maraîchage comme une stratégie de la débrouillardise de la population pauvre des villes africaines. Nous allons plutôt nous appuyer sur cette dernière définition, étant donné que le maraîchage pratiqué dans la ville de Mbuji-Mayi et dans ses périphéries actuellement, fait partie des activités de la débrouillardise.

Il s'agit d'une agriculture dont la fonction primordiale est la consommation alimentaire et l'emploi (Moustier et Pages, 1997). Il est important de noter que le secteur maraîcher est donc vu comme un vecteur de diminution de la pauvreté et d'amélioration de la sécurité alimentaire car il est «le seul secteur de production qui crée de nombreux emplois par exemple en milieu rural pendant la saison sèche et génère des revenus substantiels pour les jeunes et les femmes qui assurent la commercialisation de l'essentiel de la production» (Mahrh, 2007). Les revenus générés par le maraîchage ont pour objectif la satisfaction des besoins socioéconomiques du ménage. Parmi ceux-ci figurent les besoins alimentaires. Ainsi, d'importantes sommes y sont consacrées chez les ménages pratiquant le maraîchage, (Caloen et Richecour, 2015).

La vente des produits du maraîchage peut améliorer de façon sensible les revenus du ménage, surtout à certaines périodes de l'année quand d'autres sources d'emploi ou de revenus sont limitées, ou bien quand les récoltes sont mauvaises à cause d'une catastrophe naturelle (inondation, infestation par les ravageurs, maladie chez les animaux ou dans la famille), (Verheij, 2008). Dans le contexte de Mbuji-Mayi, ce maraîchage est ce que (Lallau et Dumbi, 2007) appellent maraîchage de survie.

b) Diagramme causal des facteurs explicatifs de la culture maraîchère dans un contexte de crise socio- économique.



Source : La conception personnelle de l'auteur.

1.3.Sécurité alimentaire.

La définition de la sécurité alimentaire a évolué au fil de temps. Dans le cadre de cette recherche, nous allons nous appuyer sur la définition retenue par la FAO lors du sommet Mondial pour l'Alimentation en 1996. Selon cette organisation : « *La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active* », (FAO, 2004). Cette définition renvoie à quatre dimensions à savoir : la disponibilité, la stabilité, l'accessibilité géographique et économique et l'utilisation biologique optimale.

Disponibilité alimentaire

La disponibilité alimentaire au niveau national est déterminée par la production agricole nationale et par la capacité à importer la nourriture en quantités suffisantes selon les besoins. Au niveau du ménage, la disponibilité des aliments dépend de la production agricole du ménage (si c'est un agriculteur) et de la disponibilité des aliments sur les marchés locaux (pour tous les autres). (FAO, 2004).

Stabilité alimentaire

La stabilité repose sur les possibilités d'approvisionner régulièrement les consommateurs en produits suffisants quantitativement et qualitativement, ce qui implique l'accroissement continu et la diversification des productions, le désenclavement des zones de production et le développement des marchés (FAO, 2004).

Accessibilité alimentaire

L'accès aux aliments reflète la capacité des ménages d'accéder à une quantité suffisante de nourriture, soit à travers la production ou l'achat sur les marchés, les transferts et/ou les dons, soit (le plus souvent) à travers un mélange de ces différents mécanismes d'accès. L'accessibilité physique aux aliments dépend de l'infrastructure de transport et l'enclavement qui peuvent faciliter ou entraver l'approvisionnement des marchés. L'accessibilité économique, enfin, dépend du pouvoir d'achat des ménages, qui lui-même dépend des niveaux de revenus et des prix des aliments sur le marché (FAO, 2004).

Utilisation biologique des aliments

L'utilisation des aliments se réfère à la capacité des ménages et des individus de préparer, conserver, consommer et absorber les aliments de façon à maximiser la valeur nutritionnelle des aliments. Cette capacité dépend des connaissances nutritionnelles des individus (par exemple les pratiques d'allaitement et de sevrage des enfants, mais aussi la diversification des régimes alimentaires pour un meilleur équilibre nutritionnel) ; d'un environnement « sain » qui permet de minimiser l'incidence des maladies et des infections qui réduisent la capacité d'absorption des nutriments (infrastructures sanitaires, assainissement, hygiène, qualité de l'eau de boisson) (FAO, 2004).

Étant donné que dans plusieurs pays en développement comme la République Démocratique du Congo, ce sont principalement les femmes qui produisent les vivres ou les aliments, elles sont donc les actrices de première ligne dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Leur rôle doit être pris en considération dans les stratégies de sécurité alimentaire.

1.4. Problématique de Genre et agriculture en Afrique subsaharienne.

Le concept genre est d'origine anglo-saxonne. Connu sous le vocable de « gender », ce concept est une initiative des féministes dans l'objectif de rendre compte des relations différenciées et inégalitaires entretenues entre les hommes et les femmes en sociétés. Pour Massan, le genre n'est pas à confondre avec le terme « sexe » qui se réfère plutôt aux catégories biologiques innées de l'homme ou de la femme. Le genre en tant que concept fait référence aux rôles et responsabilités des femmes et des hommes tels qu'ils sont déterminés par la société. Il est lié à la façon dont nous sommes perçus et censés penser et agir en tant qu'hommes et femmes en fonction de l'organisation de la société et non du fait de nos différences biologiques³. Cet auteur ajoute que, le genre prend ses racines dans les valeurs traditionnelles observées dans chaque société avec des répercussions sur les lois et les politiques du développement. Contrairement au sexe qui est naturel et "stable", le genre est une construction sociale, assimilée et inculquée culturellement. C'est une catégorie acquise plutôt qu'innée note pour sa part (Oosterveld, 2005).

Dans le cadre de notre étude, nous allons nous intéresser au genre comme la manière dont les rôles sont repartis dans le ménage mais surtout quant à la pratique du maraîchage. Pour revenir à la question du genre et de l'agriculture en Afrique subsaharienne, il est important de noter que l'activité agricole occupe une place importante pour les femmes, mais les agricultrices. Comme le font remarquer la FAO et la BAD (voir page 3), les femmes ont moins d'accès aux ressources notamment la terre. Et pourtant, la terre est une ressource importante dans le domaine agricole. Malheureusement, « *les femmes qui produisent 80% de l'alimentation mondiale, ne détiennent que 2% des terres* » (FAO, 2013 citée par Charlier et Nuoizzi, 2014, p. 7).

³ Comprendre le concept genre : <http://www.genreenaction.net/COMPRENDRE-LE-CONCEPT-GENRE.html> , (page consultée en ligne le 11 Avril 2019).

En effet, en règle générale, même si les situations sont plurielles et varient selon les régions, les pays et les pratiques sociojuridiques (droit constitutionnel, droit traditionnel et droit religieux), les femmes n'ont que des droits d'usage sur les ressources naturelles (terre, eau, forêts...), c'est-à-dire qu'elles n'en sont pas propriétaires,(Charlier et Nuozzi,2014). Parfois, les femmes ont la possibilité d'établir des droits sur une parcelle de terre par le biais de la location, du défrichage ou de l'achat. Les mêmes auteurs ajoutent que, si l'accès à la terre est nécessaire, il n'est pas suffisant. Il faut pouvoir en garder le contrôle, c'est-à-dire avoir la sécurité de pouvoir la travailler sur le long terme. Et pourtant, la FAO (2011) note qu'augmenter l'accès et le contrôle des femmes aux ressources productives permet d'augmenter leurs revenus, via l'augmentation des rendements. En effet, les femmes, par leur rôle reproducteur, ont davantage tendance à utiliser leurs revenus pour nourrir leurs enfants et satisfaire leurs besoins.

Selon la FAO (2014), lorsque la mère contrôle le ménage, les chances de survie des enfants augmentent de 20%. Concernant l'accès aux nouvelles technologies et aux nouveaux intrants (engrais et variétés améliorées), tout un éventail de contraintes se traduisent par des inégalités tant dans leur obtention ou leur adoption que dans leur utilisation. Les femmes africaines en général et congolaises en particulier tendent à être moins capables d'assumer le risque pour les utiliser, voire de pouvoir les acquérir ; ce qui peut nuire à l'adoption de techniques et d'intrants plus avancés. Les disparités et discriminations sont aussi présentes dans les marchés de crédit qui ne sont pas neutres à l'égard du genre à cause des barrières juridiques et des impératifs culturels, (Nzazi, 2018).

Par exemple, dans les pays africains, seuls 10% des crédits agricoles sont octroyés aux femmes et le montant de ces prêts est généralement inférieur à celui des prêts octroyés aux hommes pour les mêmes activités. Par conséquent, les femmes ont peu accès aux technologies agricoles ou aux outils de production, comme les motoculteurs et les charrettes, et aux intrants agricoles. Or, l'accès à un certain niveau de technologie est crucial pour maintenir et augmenter la productivité agricole et les revenus mais aussi pour garantir une alimentation de qualité (PHI, WFP, UNSCN, ACF, 2012). Quant à la responsabilité quant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la famille ne peut reposer uniquement sur les épaules des femmes, elle doit être partagée avec les hommes.

Cela signifie que le partage des tâches reproductives entre les femmes et les hommes est une priorité essentielle dans les stratégies alimentaires : tant les femmes que les hommes doivent s'impliquer dans la survie de la famille et doivent donc disposer des mêmes opportunités d'accès aux savoirs et aux ressources naturelles et économiques. Ainsi, il est établi que selon la ressource analysée, celle de la FAO et de la BAD, les inégalités entre les femmes et les hommes dans l'agriculture sont plus nettement en défaveur de la femme ; les options offertes aux femmes agricultrices sont limitées par les normes sociales de façon systématique (Charmes, 2005).

Par ailleurs, pour que les femmes puissent disposer de plus d'opportunités, notamment au niveau familial mais aussi au sein de la communauté, il faut qu'elles aient accès aux postes de pouvoir. C'est pourquoi elles revendiquent l'accès aux pouvoirs au sein des institutions, des organisations sociales et de la famille. La coresponsabilité passe également par la garantie d'un espace de vie sans violence et basé sur des valeurs de respect mutuel. Or, aux nombreuses discriminations que subissent les femmes en raison de leur genre, il faut ajouter les violences intrafamiliale et sociétale.

Comprendre la situation actuelle de la femme Mbumayienne demande bien que l'on fasse un pas en arrière. Selon les traditions congolaises anciennes, « l'homme et la femme reçoivent chacun des rôles spécifiques et interdépendants pour garantir la survie de la famille. » (Kakunga, 2015). Si l'homme occupe le rôle de chef de la famille, et de ce fait, il devient le leader et protecteur comme dans toutes les sociétés africaines, la femme est la responsable de la maison. Donc c'est elle qui tient l'organisation matérielle quotidienne du ménage ; elle s'occupe de l'éducation des enfants. Comme le note (Kakunga, 2015) dans la société congolaise, l'égalité totale entre l'homme et la femme n'existe vraiment pas. Toutefois, cela ne signifie pas que la différenciation des rôles implique une hiérarchie entre les deux.

Dans la société congolaise traditionnelle, la femme au foyer, n'existe pas ; le champ est son travail dans la mesure où l'agriculture est une activité principale dont se servent plusieurs familles pour leur survie en RDC. Ainsi dans la société traditionnelle Mbujimayienne, les hommes et les femmes participent tous dans les travaux des champs et de commercialisation mais la femme ne participe pas au processus de décision.

Elle exécute les décisions de l'homme mais elle n'a pas de prise de décisions sur la décision et la vente des produits, (Tshibanza, 2014). Ainsi, les moules culturels enracinés font que, pour une fille, le couronnement de la vie est le mariage, la maternité et les tâches domestiques, (Tshibanza, 2012).

1.5.Ménage.

Le ménage est défini comme étant un ensemble d'individus apparentés ou non vivant sous le même toit, reconnaissant l'autorité d'une personne comme chef de ménage et prenant, le plus souvent, leurs repas ensemble. Ces individus sont hétérogènes du point de vue d'une multitude de critères (âge, sexe, statut, etc.) et occupent des fonctions différentes au sein de la maisonnée, (Kuépié, 2005). Le même auteur signale que schématiquement et par rapport à la situation vis-à-vis du marché du travail, un ménage sera composé d'un individu principal pourvoyeur de ressources. Dans la culture luba c'est l'homme qui est le chef du ménage et doit à ce titre apporter des revenus pour la survie du ménage. Dans le contexte luba, il y a une nuance à faire quant au concept ménage tel que conçu dans la vision occidentale. Au Kasai-Oriental, la polygamie est bien présente et un seul homme peut à lui seul avoir plusieurs femmes et ces femmes peuvent soit vivre dans une même cour et composer un seul ménage ou alors vivre chacune dans sa cour et constituer alors plusieurs ménages.

Au fil de temps, ce rôle a dû évoluer suite notamment à la crise socio-économique que traverse la ville de Mbuji-Mayi. A ce jour, la femme peut aussi apporter un revenu supplémentaire, mais toute fois dans le contexte luba, la tenue de la maison et l'éducation des enfants sont là les activités qui occupent une bonne partie du temps de la femme. Bien que dans un couple c'est toujours l'homme qui est chef de ménage", comme tranche un document de la Commission économique pour l'Afrique, dans le cadre des stratégies de survie du ménage l'homme et la femme sont tous appelés à s'y investir. Dans le contexte Africain, on observe une proportion croissante de ménages placés sous la responsabilité des femmes, (Pilon, 1996). Ce, dans la mesure où ce sont les femmes qui sont les plus à la recherche des activités alternatives pour subvenir aux besoins familiaux.

Face aux conditions de vie devenues de plus en plus difficiles, la structure des ménages va connaître des changements. Les hommes parce que confrontés au chômage et à des revenus devenus dérisoires, vont « abandonner » volontairement ou non leurs femmes à qui va désormais incomber la responsabilité des ménages.

1.6. Une grille d'analyse féministe de l'agroécologie : Grille Mandala.

Selon Charlier et Demanche (2014), « *L'agroécologie peut être comprise comme un instrument pour l'autonomisation des femmes, à condition que leur travail soit reconnu et valorisé et qu'elles aient une place dans le processus de décision, qu'elles sortent de l'invisibilité* ». Cette approche féministe remet en question le modèle de l'agriculture familiale qui se fonde sur le patriarcat qui laisse moins de droits aux femmes (sur lequel repose la légitimité de la domination de la terre et des femmes). L'agroécologie interroge également la manière dont les rôles et les tâches sont repartis entre les femmes et les hommes par rapport à la production et la reproduction de la famille et des communautés (villages, régions, ...). Ce faisant, elle permet aux femmes de sortir des rôles subordonnés auxquels elles sont assignées dans l'espace familial ainsi que dans la société, (idem).

En effet, « *l'agroécologie, telle que développée à travers l'agriculture vivrière, privilégie des pratiques basées sur les cycles écologiques et sur l'association des cultures et de l'élevage, comme par exemple la rotation des cultures, l'utilisation d'engrais naturels et d'une faible quantité de pesticides* » (Charlier et Nuozzi, 2014, p.6). Par leurs nombreuses connaissances (semences, terroirs, tradition), les femmes et particulièrement les paysannes détiennent des savoirs qui permettraient de réinsérer la production dans son environnement naturel et humain, et donc de pratiquer l'agroécologie. Dans le cadre de notre recherche, nous allons recourir à la grille mandala construite par les femmes boliviennes à partir des recherches de Monde selon les femmes et ses différents partenaires. En effet, le mandala étant un symbole historiquement utilisé notamment dans les sociétés andines (inca) ; il est aussi appelé « psychocosmogramme », il permet à celui qui l'utilise de se réintégrer non seulement dans l'univers, mais aussi dans l'unité de la conscience absolue, (Charlier et Demanche, 2014).

Cette grille compte sept axes à savoir :

L'accès aux ressources : il s'agit de l'accès aux ressources productives pour l'exploitation. On retrouve les ressources telles que la terre, l'eau, les intrants (engrais, produits phytosanitaires, ...).

La production durable : l'agroécologie, telle que développée à travers l'agriculture vivrière, privilégie des pratiques basées sur les cycles écologiques et sur l'association des cultures et de l'élevage, comme par exemple la rotation des cultures, l'utilisation d'engrais naturels et d'une faible quantité de pesticides.

Destination de la production : Il s'agit de l'accès aux marchés notamment en ce qui concerne la commercialisation.

Travail digne : il s'agit des différents types de tâches, souvent informelles, réaliser à travers l'agriculture, l'élevage, la transformation et la commercialisation de produits ou encore l'appui au conjoint dans les champs. De pratiquer un travail, en dehors du secteur agricole, pour accéder aux aliments qui ne sont pas cultivés.

Sécurité : cet axe comporte trois aspects à savoir :

Violences : Cela dépend d'un coin à un autre mais sinon ces violences peuvent être extérieures ou intrafamiliales.

Sécurité sociale : il s'agit du statut autonome.

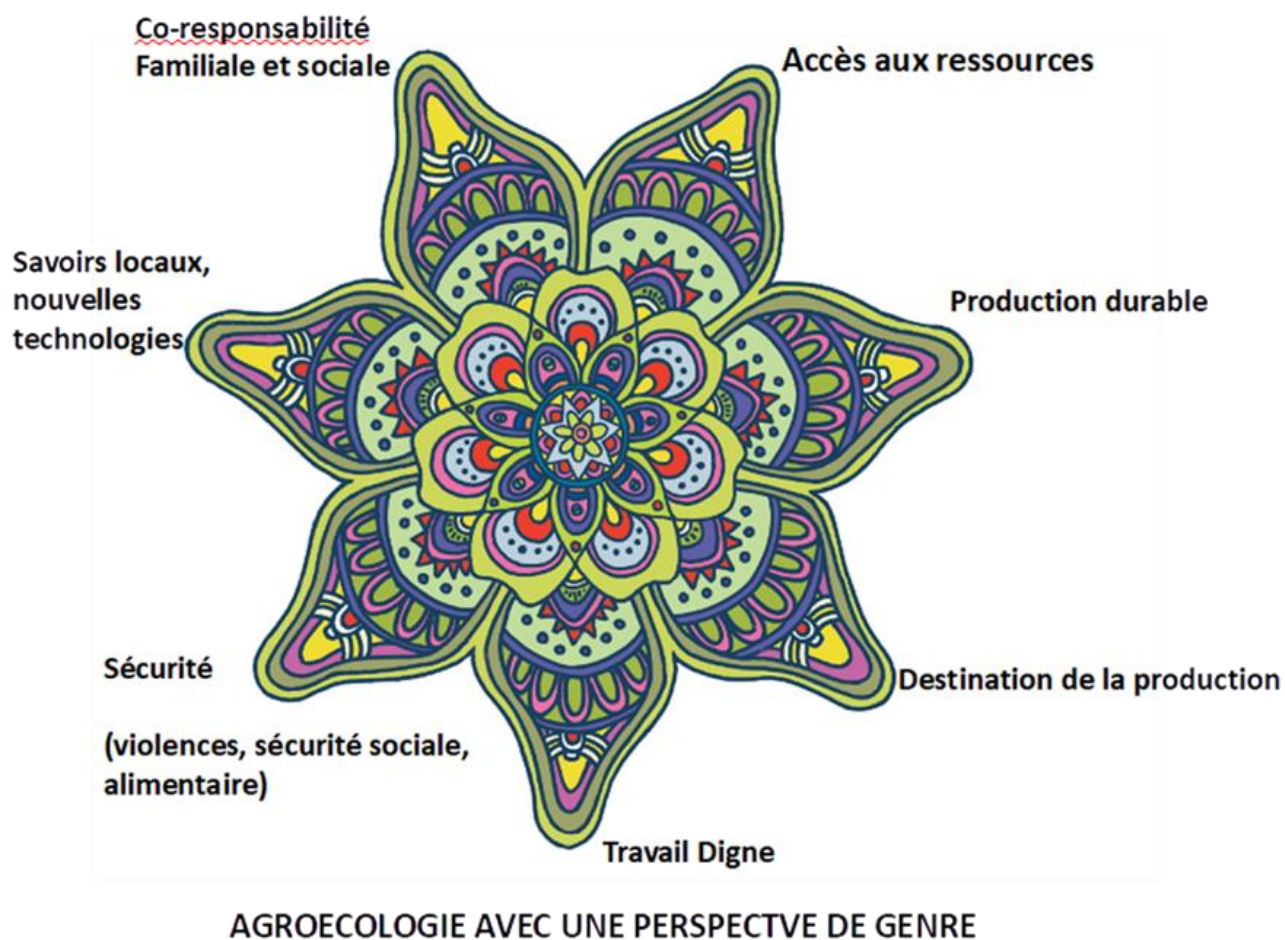
Sécurité alimentaire : Il est question des modalités de la consommation qui doit être un choix personnel, équitable ou autonome.

Savoirs locaux et nouvelles technologies : il s'agit des connaissances en termes des semences, des terroirs et des traditions. Outre, cela il y aussi, l'accès aux nouvelles technologies et techniques de l'agroécologie tels que les outils agricoles modernes ou encore le GSM.

Coresponsabilité familiale et sociale : le partage des tâches reproductives entre les femmes et les hommes est une priorité essentielle dans les stratégies alimentaires : tant les femmes que les hommes doivent s'impliquer dans la survie de la famille et doivent donc disposer des mêmes opportunités d'accès aux savoirs et aux ressources naturelles

et économiques et l'accès aux postes de pouvoir. L'accès aux pouvoirs au sein des institutions, des organisations sociales et de la famille. La coresponsabilité passe également par la garantie d'un espace de vie sans violence et basé sur des valeurs de respect mutuel. Ces sept axes se sont résumés dans l'image suivante :

Schéma de la grille Mandala. Proposé par les femmes agricultrices boliviennes et retravaillé par le Monde selon les femmes (2017).



Source : Monde selon les femmes 2017.

Dans notre étude, nous allons nous servir de la grille mandala pour voir comment les femmes maraîchères analysent leurs rôles dans le maraîchage et l'apport de cette activité vis-à-vis d'elles-mêmes et de la sécurité alimentaire du ménage. A partir de cette grille, nous allons chercher à mettre en évidence la spécificité du rôle de femmes dans l'agriculture maraîchère périurbaine. Pour y arriver, nous allons chercher à savoir si les femmes maraîchères ont accès aux ressources telles que la terre, l'eau et les outils agricoles ou encore les semences pour faire les champs, connaître comment se fait la production c'est-à-dire savoir si elles associent ou pas les plantes ou si elles utilisent ou pas les excréments des animaux ou les pesticides pour faire les champs, Savoir si les femmes font face soit aux violences extérieures ou intrafamiliales et ce que le maraîchage fournit au ménage, nous allons également savoir si les femmes maraîchères ont accès aux nouvelles technologies par exemple le GSM et quel usage en font-elles et enfin voir comment les rôles sont repartis dans le ménage et par rapport aux associations, savoir si elles font partie des groupements sociaux et même des associations politiques par exemple.

CHAPITRE DEUXIEME : L'IMPACT DES MINES DANS LA VILLE DE MBUJIMAYI

Ce chapitre revient sur trois grands points. Il s'agit de retombées des mines sur l'économie à Mbuji Mayi, de la problématique du genre dans le secteur minier dans la ville de Mbuji Mayi et enfin de l'impact des mines en rapport avec les hommes et les femmes dans la ville précitée.

2.1. Retombées des mines sur l'économie à Mbuji Mayi.

Le Kasai-Oriental dispose d'un secteur artisanal de diamant extrêmement important de par l'effectif des intervenants qu'il regorge. On y compte des exploitants artisanaux, semi artisanaux et industriels en plus des opérateurs miniers qui font le commerce de ces précieux minerais. L'exploitation industrielle au Kasai-Oriental remonte de 1920 avec la société FORMIERE (Société Internationale Forestière et Minière) actuellement MIBA (Minière de Bakwanga), (Mbikayi, 2015). Mais, le Kasai-Oriental qui est souvent appelé « Capitale mondiale du diamant industriel », figure parmi les provinces les plus pauvres de la RDC, (Idem). Selon Shomba (2015), « la province du Kasai-Oriental est une terre de contraste qui certes, mérite bien l'appellation de « Province minière » avec son chef-lieu Mbuji Mayi communément surnommé « la Capitale Mondiale du Diamant », mais dont l'appellation ne colle pas du tout avec la réalité économique dans laquelle vit la population avec une pauvreté croissante ».

Cette situation résulte d'un bon nombre de facteurs notamment, l'exode rural et le détournement des jeunes des activités agricoles vers ce qu'on appelle le mirage de diamant. Dans son rapport INS (2011, p. 1) note que « *certes, le développement d'activités minières a favorisé l'émergence d'une classe moyenne il y a quelques années et offert des opportunités d'emploi importantes mais la chute des cours mondiaux du diamant combinée avec les périodes de troubles ont contribué à la faillite de plusieurs sociétés minières et augmenté le chômage. D'après les estimations du PNUD, l'activité extractive de diamant a créé il y a quelques années (2008) environ 200.000 emplois. La faillite de l'une des plus grandes sociétés minières (MIBA) a entraîné une importante perte d'emplois* ». A ce jour plusieurs auteurs affirment que la province du Kasai-Oriental est touchée par le problème d'insécurité alimentaire et de malnutrition.

Selon les résultats de l'enquête de MICS (2010) cité par (INS, 2011, p. 2), « 50% des enfants de moins de 15 ans souffrent de malnutrition chronique et la malnutrition aiguë globale affecte 13% des enfants de moins de 5 ans. Les mêmes résultats montrent que 32% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limitée. La situation des indicateurs sociaux est globalement mauvaise. Le taux net de scolarisation à l'école primaire est de 78% seulement et l'accès aux services de santé est faible. La prévalence du VIH/SIDA est supérieure à la moyenne nationale ». Selon certaines organisations comme Save the Children, les femmes et les enfants sont les plus touchés par cette insécurité alimentaire. Pourtant, d'après la FAO, non seulement les femmes affectent la grande partie dans la consommation familiale, mais aussi elles tiennent la majeure partie de la production agricole liée à la consommation locale.

Dans les villes africaines, les femmes sont productrices des cultures de subsistance telles que les légumes. A cet effet, l'agriculture périurbaine dans la ville de Mbuji-Mayi est considérée comme réponse au chômage qui se vit dans les familles congolaises⁴. Pour (Masiala et Lebailly, 2018), le maraîchage permet d'élever le niveau de vie des exploitants et de lutter contre l'insécurité alimentaire. Le Réseau Femme et Développement, reconnaît que le maraîchage constitue une activité génératrice de revenus et une stratégie de survie et d'emploi, surtout pour les femmes et les jeunes dans la ville de Mbuji-Mayi. D'où la focalisation des interventions du REFED et d'autres organisations dans le maraîchage sur certaines zones périurbaines et surtout l'appui apporté aux maraîchers de la ville et particulièrement les femmes.

Parmi les causes de l'ascension de ces activités figurent le refoulement des kasaiens qui vivaient notamment dans les provinces voisines de la RDC telles que l'ancien Katanga et l'ancien Kasai-Occidental. Ces personnes refoulées se sont données au maraîchage pour pouvoir trouver des moyens afin de tenir face à la situation qu'elles traversaient. L'autre raison qui justifie l'engouement du maraîchage dans la ville de Mbuji-Mayi c'est la crise qui a secoué la Minière de Bakwanga poumon économique de la ville de Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province du Kasai-Oriental. Dans la ville de Mbuji-Mayi, ces activités sont certes exercées par les hommes et les femmes mais ce sont les femmes qui sont les plus visibles.

⁴ Agriculture urbaine comme réponse au chômage à Kinshasa, République Démocratique du Congo : <https://journals.openedition.org/vertigo/10818> , (page consultée en ligne le 20 décembre 2018).

Depuis lors, le maraîchage périurbain Mbujimayien n'a cessé d'attirer l'attention aussi bien des investisseurs techniques que scientifiques eu égard aux enjeux de sécurité alimentaire, mais aussi par la présence de plus en plus de femmes. Dans cette vision afin de contribuer de manière durable à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des paysans producteurs, Le REFED a toujours intégré la dimension genre non seulement dans le ciblage des groupes bénéficiaires de ses programmes évoquant les ciblés femmes, mais aussi en vue d'assurer aussi leur autonomisation. Il insiste aussi sur la promotion de leadership féminin, c'est-à-dire l'intégration du genre pour les élus des associations.

Par ailleurs, il convient de préciser que plusieurs institutions sont impliquées à l'échelle nationale dans les questions de genre en agriculture. Il s'agit principalement du Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant, du Ministère de l'Agriculture et du Conseil national des femmes (CNF). Parmi les partenaires techniques et financiers intégrant la dimension genre on trouve : la FAO, le PNUD et le FNUAP pour les agences des nations unies, l'Agence Belge de Développement (Enabel) et la Fondation Roi Baudouin ainsi que la BAD. Il y a aussi les ONG et la société civile qui sont fortement impliquées : Caritas Congo, le CONAFED, diverses associations de femmes productrices et transformatrices. Cependant, au niveau du Ministère de l'Agriculture, il n'existe pas à proprement parler des stratégies ou des politiques agricoles clairement définies en matière de genre. Toutes fois les discours des autorités politico-administratives reviennent sur l'intégration du genre dans le domaine agricole.

2.2. Problématique du genre dans le secteur minier dans la ville de Mbujimayi.

Les hommes et les femmes sont tous des acteurs impliqués dans l'activité minière dans la ville de Mbujimayi comme dans bien d'autres coins de la République Démocratique du Congo, (Rachidi, 2015). Ils participent tous à l'exploitation minière artisanale en tant qu'ouvriers à différentes échelles de l'exploitation minière, en qualité de creuseurs, d'ouvriers, de droumeurs ou, parfois, en tant que simples membres des communautés, (Matundu, 2016). Ils sont également remarquables dans la catégorie d'acteurs économiques dans les entreprises ou dans les activités auxiliaires à l'industrie minière, cadres, décideurs politiques, avocats ou fonctionnaires du gouvernement.

Selon (Rachidi, 2015), le secteur extractif artisanal est marqué par la féminisation de la pauvreté qui est rampante et criante dans plusieurs coins de la RDC et la ville de Mbuji-Mayi étant également une zone minière n'est pas du reste. Dans la ville de Mbuji-Mayi, les femmes sont victimes des plusieurs discriminations qui restent impunis. De nombreux auteurs à l'instar de Rachidi (2015) notent le fait que ni l'Etat ni moins encore les ONG, personne ne détient les statistiques des femmes qui sont présentes dans les mines. Dans la ville de Mbuji-Mayi, les femmes de tous les états civils sont remarquables. Plusieurs qui s'y trouvent s'adonnent notamment au petit commerce, à la restauration et au ravitaillement des sites en eau et en nourriture. Ces femmes exercent leurs activités pendant longtemps par manque d'alternatives. Elles le font le plus souvent pour subvenir à leurs besoins élémentaires.

D'autres encore, sont de professionnelles de sexe ou alors simplement des femmes qui s'adonnent à la prostitution pour non seulement survivre mais aussi avoir des revenus supplémentaires pour subvenir aux besoins familiaux. Certaines sont aussi recrutées par des propriétaires des sites ou des exploitants qui leur impose la vente de leurs corps pour un revenu. On note en conséquence plusieurs cas des maladies sexuellement transmissibles⁵.

2.3. Impact des Mines en rapport avec les hommes et les femmes.

La question minière comme nous l'avons épinglé de manière superficielle ci-haut ne reste pas sans conséquences. Ces conséquences sont de plusieurs ordres mais dans le cas de notre recherche nous allons nous limiter à celles liées à la violence ainsi qu'à la prostitution qui sont les plus remarquables dans la province du Kasai-Oriental dont Mbuji-Mayi est le chef-lieu.

a) La prostitution

Dans un article radiodiffusé et publié sur son site internet, la Radio Okapi, un média émettant en République Démocratique du Congo affirme que : « *de milliers d'enfants de moins de 18 ans vivent dans des mines de diamant autour de la ville de Mbuji Mayi.* »

⁵ Entretien téléphonique avec Augustin TSHITENDE, coordonnateur de la société civile dans la zone minière de Bakwa Tshimuna, le 25 juillet 2019.

*A la mine de diamant de Matempu, à Bakwa Tshimuna à 15 kilomètres au sud-ouest de Mbujimayi, des centaines de filles et de garçons se livrent autant à la recherche des pierres précieuses qu'à la prostitution. Dans les mines artisanales de Mbujimayi, la majorité des enfants engagés dans les activités minières proprement dites sont les garçons »*⁶. Les jeunes filles, elles sont souvent utilisées pour le petit commerce, la vente de sachets d'eau, pour puiser de l'eau servant à la préparation des aliments dans les restaurants, le lavage de la vaisselle etc., (CRONGD, CEFOP-DH, GAERN, 2011). Elles accompagnent souvent leurs mères et sœurs pour servir dans les restaurants ou encore assurer la garde des enfants. Bien que moins nombreuses, on les retrouve également dans le transport et tamisage de gravier.

Bon nombre de filles impliquées dans les activités extractives directement ou indirectement sont privées de leur éducation mais encore exposées à toutes sortes d'abus notamment l'exploitation sexuelle. Ces filles se prostituent suite à des circonstances de vie difficiles, (idem). Appelé communément « Tumpatu », « Tunguluba », « cannetons », le phénomène est bien connu sur la ville par plusieurs couches de la population. La présence de ces filles remarquée le plus dans les zones minières de Mbujimayi, surtout vers Luamuella et Bakwa Tshimuna où certaines petites filles de 12 ans résident, dans des logements à location à des fins sexuelles. Elles sont là pour leur survie⁷.

b) Les violences faites aux femmes dans les mines.

Les femmes qui exercent leurs activités dans les mines sont victimes de l'exploitation des ressources naturelles. Elles font face à des maladies sexuellement transmissibles comme nous l'avons épinglé ci-dessus. Ces femmes subissent aussi des mauvais traitements qui se caractérisent par injures ou alors par la confiscation des outils de femmes par des hommes.

⁶ Mbujimayi : Prostitution et exploitation des enfants dans les mines de diamant : <https://www.radiookapi.net/sans-categorie/2008/03/10/mbujimayi-prostitution-et-exploitation-des-enfants-dans-les-mines-de-diamant> (consulte en ligne le 30 juillet 2019).

⁷ Entretien téléphonique avec Augustin TSHITENDE, coordonnateur de la société civile dans la zone minière de Bakwa Tshimuna, le 25 juillet 2019.

Dans la ville de Mbuji-Mayi, par exemple les femmes subissent des violences physiques, elles sont même tabassées par leurs maris ou copains. Elles font aussi face à plusieurs tracasseries de la part des services de l'Etat et des forces de l'ordre. Certaines femmes sont recrutées par les propriétaires des sites, des exploitants qui leur imposent la vente de leurs corps pour un revenu. Cela expliquerait le taux de prévalence élevé du VIH, qui est de 4,5 % dans les zones minières, contre une prévalence de 1,1 % au niveau national, (PNLS, 2012 Cité par Matundu, 2016, p 27). Pour la plupart de cas, la grande majorité des femmes qui travaillent dans les mines artisanales ne se sentent pas en sécurité sur les sites. Ce problème perdure dans certaines provinces que d'autres. A l'est de la RDC, l'on en parle énormément et plus fréquemment quand les violences sont perpétrées à l'est de la République à cause des conflits armés et on a tendance à ne pas médiatiser les abus sexuels, physiques, mentaux et psychologiques voire économiques auxquels les femmes des autres provinces font face. Les femmes restent silencieuses, même aux Kivu où elles prennent fréquemment des risques et dénoncent les abus, (Rachidi, 2015).

DEUXIEME PARTIE : DU DISPOSITIF METHODOLOGIQUE A L'ANALYSE DES DONNEES DE TERRAIN.

Cette partie est subdivisée en deux Chapitres. Au premier chapitre, nous présentons, le dispositif méthodologique de la recherche. Le deuxième chapitre quant à lui est axé sur l'analyse et la discussion des données de terrain.

CHAPITRE TROISIEME : DISPOSITIF METHODOLOGIQUE.

Ce chapitre revient sur notre dispositif méthodologique de recherche. Nous présentons les outils mobilisés pour la collecte des données et le milieu d'étude. Nous ne manquerons pas de revenir sur les difficultés rencontrées durant notre recherche et la manière dont, nous avons traité et analysé nos données de terrain.

Selon Campenhoudt (2017), Il importe avant tout que le chercheur qui fait une étude en sciences sociales soit capable de concevoir et de mettre en œuvre un dispositif d'élucidation du réel, c'est-à-dire, dans son sens le plus large, une méthode de travail. Celle-ci ne se présentera jamais comme une simple addition de techniques qu'il s'agirait d'appliquer telles quelles, mais bien comme une démarche globale de l'esprit qui demande à être réinventée pour chaque travail. A la lumière des écrits de (Paillé et Mucchielli, 2012), on retiendra que le chercheur a, en règle générale, pour mission de procéder à son analyse avec rigueur et réflexivité, d'une manière qui soit à la fois systématique et souple, selon une logique qui sera réfléchie et dont il pourra présenter les opérations, les raisonnements et les règles de décision.

Dans le cadre de notre étude nous avons fait recours à la méthode qualitative. Concernant, la recherche de terrain, le recours aux méthodes qualitatives s'inscrit, au surplus, dans une longue tradition sur les plans disciplinaire (anthropologie sociale et culturelle, sociologie qualitative) et méthodologique (méthode ethnographique, techniques de terrain de l'école de Chicago). Cette approche qualitative, nous a semblé bien utile pour mieux comprendre les stratégies des femmes maraîchères au sein de l'agro écologie et de démontrer leur rôle dans la survie du ménage en réaction à la crise socio-économique. Cette étude qualitative trouve son sens notamment en Sciences humaines et sociales car elle laisse délibérément de côté l'aspect quantitatif pour gagner en profondeur dans l'analyse de l'objet d'étude, (Paillé et Mucchielli, 2012).

Ainsi, la démarche qualitative est un bon cadre d'analyse pour comprendre le phénomène social car elle est une entreprise de compréhension et d'interprétation des logiques humaines et sociales. Dans notre étude, nous avons mobilisé quelques outils de collecte des données qui s'inscrivent dans une approche qualitative comme cela est d'ailleurs présenté dans le point suivant : Dans le cadre de notre étude, nous avons fait recours à la démarche inductive. Dans cette démarche les concepts et les hypothèses continuent d'être élaborés en cours d'observation, dans un processus de généralisation progressive. Le général est ici induit par le particulier, (Campenhoudt et al, 2017).

3.1. Outils de collecte des données

Avant d'effectuer notre descente sur le terrain dans la ville de Mbuji-Mayi (RD Congo) pour la collecte des données, nous avons entrepris quelques démarches auprès de responsables du Réseau Femme et Développement basé dans la ville de Mbuji-Mayi au Kasai-Oriental, en sigle REFED. Avec, eux nous avons pris des contacts téléphoniques et par mails, afin de faciliter notre séjour dans le cadre de notre recherche dans la ville de Mbuji-Mayi et surtout de baliser le chemin pour la collecte des données une fois sur terrain. Ces contacts nous ont été d'une importance capitale, dans la mesure où ils nous ont facilité la réalisation des entretiens avec les personnes ressources. C'est bien le REFED qui a procédé à l'identification de nos enquêtés sur notre zone d'étude avant notre descente sur terrain.

Même à distance nous avons continué nos contacts par mails, appels téléphoniques ou encore sur les réseaux sociaux afin de solliciter davantage d'informations et de précisions supplémentaires. Durant la collecte de nos données nous avons bénéficié du concours de la secrétaire exécutive et du chargé des projets au sein du Réseau Femme et Développement œuvrant dans la province du Kasai-Oriental. Nous avons également travaillé en collaboration avec le gestionnaire du site de Kasebu. Toutefois, il faudra aussi noter qu'en tant qu'originaire de la ville de Mbuji-Mayi, ceci a été aussi une contribution utile dans la collecte des données car étant déjà connu par certaines personnes sur la ville. Pour recueillir nos données, nous avons opté pour quelques outils à savoir :

Des entretiens semi-directifs : A ce niveau nous avons élaboré de questions-guides, relativement ouvertes, question pour nous de recevoir des informations de la part de nos interlocuteurs. Toutes les questions n'ont pas été posées telles que notées et dans leur ordre (quelques modifications ont été faites en cours de discussions avec les enquêtés). Ces questions ont laissé la possibilité aux interviewés de parler ouvertement avec les mots de leurs choix. Les questions ouvertes que nous avons posées à nos interlocuteurs ont eu l'avantage de ne pas imposer les modalités des réponses aux personnes interrogées. Toutefois, elles ont eu quelques désavantages de voir nos interviewés donner des réponses vagues et floues, se disperser ou sortir hors sujet. Ceci a fait que nous nous retrouvions par moment en face des certaines données inutilisables. Pour nous en sortir nous nous sommes donnés la tâche de pouvoir recadrer constamment nos interlocuteurs, les faire revenir aux sujets traités et surtout à nos objectifs dans cette étude.

Nous avons reparti notre guide d'entretien en six principaux thèmes à savoir, l'accès aux ressources, la sécurité (sécurité alimentaire et physique), les savoirs locaux et Nouvelles technologies, la production durable, la destination de la production ainsi que la transformation des responsabilités familiale et sociale comme nous le présentons dans le tableau suivant :

Tableau 1 Thèmes des entretiens.

Thèmes	Indicateurs
Accès aux ressources	• Accès à la terre et à l'eau, • Accès au crédit et aux outils agricoles
Sécurité (sécurité alimentaire et physique)	• Revenus issus du maraîchage ou autres, • Nombre de repas par jour, • Préférences alimentaires, • Mode de consommation (en famille ou à l'extérieur), • Source de provenance, • Viols, menaces ou • manque de liberté d'expression

Savoirs locaux et Nouvelles technologies	• Utilisation GSM commercialisation, • Mode de production et semences...
Production durable	• Utilisation pesticide, • Association des cultures, • Utilisation excréments des animaux.
Destination de la production	• Commercialisation des produits, • Déroulement de la vente, • Utilisation du GSM, • Personnes participant à la vente
Transformation des responsabilités familiale et sociale	• Rôle femme dans le maraîchage, • Apport de l'homme et des enfants, • Rapport de genre et du pouvoir dans le ménage, (Décision dans le ménage, appartenance dans une organisation sociale ou politique, • Vision de l'homme en rapport avec le rôle de la femme dans le ménage.

Ces entretiens ont occupé une bonne partie de nos enquêtes. Nous appuyant sur les écrits de (Campenhoudt et al, 2017), nous affirmons que cette technique de collecte des données est la plus utilisée en recherche dans le domaine des sciences sociales. Pour nous cette méthode, nous semble utile car elle a permis à nos interlocuteurs de donner du sens à leurs pratiques et surtout de faire la lecture de leurs propres expériences. Cette méthode à elle seule ne suffit pas comme le démontrent (idem), les entretiens font partie d'un dispositif méthodologique d'ensemble comprenant notamment des observations directes et du recueil de documents portant sur le phénomène analysé. L'entretien doit donc, être conçu dans sa complémentarité avec ces autres méthodes. Ainsi, nous associons à ces entretiens,

L'observation directe : Cette observation nous a permis de suivre attentivement le comportement de notre public cible. Pour y arriver, nous nous sommes limités à des simples formes de regards et écoutes attentifs plus ou moins discret sur le comportement de cette population. Cette observation directe nous a permis de révéler certaines activités réelles plutôt que celles rapportées par nos enquêtés. A celles-ci s'ajoutent une autre méthode.

Le focus groupe : Cette technique nous a été d'une grande dans la mesure où elle nous a permis de rassembler les différents individus vivant dans notre milieu d'étude en particulier les femmes maraichères. Avec eux, nous avons organisé des entretiens libres sur notre thème de recherche. Cette technique comporte plusieurs inconvénients notamment les monopolisations de la parole par de certains individus, la possibilité de l'influence des interlocuteurs par l'équipement dont se sert l'observateur. Nous avons réussi à mettre en place quelques stratégies pour permettre à tous les participants de s'exprimer. Il s'agit notamment de la supervision de groupes mis en place pour les travaux en carrefour et l'octroi de la parole à chaque participante qui ne semblait pas demander la parole par lui-même. Pour nous familiariser davantage avec nos interlocuteurs nous avons opté pour nous exprimer en langue locale et surtout accompagner différentes de nos interventions de quelques blagues ou mieux de proverbes locaux.

En somme, nous devons avouer que le focus nous a permis par l'expression directe des participants de faire émerger des idées diverses, parfois inattendues. A notre avis, ce moment nous a permis de mener des discussions collectives et engagées surtout avec nos enquêtés et en savoir un peu plus sur les informations qu'elles mettent plus en exergue lors des échanges collectifs.

3.2. Présentation Du terrain.

La phase empirique de la recherche a été menée sur le site kasebu, qui se situe au quartier ma campagne 3 dans la commune de Diulu, ville de Mbujimayi, dans la province du Kasai-Oriental. Ce quartier qui longe la rivière muya et reliant la commune de Diulu à celle de Bipemba est situé à plus ou moins 15 kilomètres de la mine de Bakua Tshimuna. C'est l'un des quartiers populaires de la ville qui regorge une bonne partie de population vivant pour la plupart dans une pauvreté croissante. Ce site a été choisi car il compte un grand nombre de maraîchers mais aussi parce qu'il est plus accessible.

Outre cela, il faut aussi rappeler notre intérêt personnel en tant que chercheur (proche de notre milieu de résidence). Il est évident pour nous de rappeler que nous avons un rapport de rapprochement non seulement avec notre milieu d'étude mais aussi avec le public cible. Ceci se justifie par le fait qu'entend que journaliste nous avons eu à effectuer plusieurs missions dans cette zone périphérique de la ville de Mbujimayi où nous avons mené plusieurs reportages notamment celui axé sur la participation de la femme maraîchère au développement du Kasai-Oriental⁸. Pour nous, effectuer en nouveau une descente dans ce milieu que nous avons fréquenté dans le temps passé a eu sa raison d'être au vu de la nouvelle thématique abordée mais aussi du contexte actuel. Notons également que le réseau social et associatif de cette zone est riche, ce qui a permis d'entrer facilement en contact avec les « informateurs ». Tous les entretiens ont été menés dans ce périmètre : soit dans les sites maraîchers autour d'un verre d'eau ou encore au domicile de nos enquêtés dans une ambiance conviviale.

Ce site maraîcher regroupe plusieurs personnes qui viennent de toutes les communes de Mbujimayi dirigé actuellement par le maire Louis d'or NTUMBA TSHIAPOTA. Cette ville qui est le chef-lieu de la province du Kasai-Oriental est située au centre de la République Démocratique du Congo. Mbujimayi se trouve à 930 km de Kinshasa, la capitale de la République Démocratique du Congo. Elle a une superficie de 145,19 km², (Shomba et al, 2015). La ville de Mbujimayi comporte cinq communes à savoir : Bipemba, Diulu, Muya, Dibindi et Kanshi.

- **Bipemba** : cette commune est dirigée par Brigitte KANZEWU. Elle s'étend sur une superficie de 57,60 km². Elle est bornée au Nord par la rivière Muya, au Sud par la rivière Kanshi, à l'Est par le Boulevard Mgr Nkongolo et à l'Ouest par la route de Tshilunda. Elle longe l'aéroport de la ville qui porte son nom. C'est la commune la plus vaste de la ville de Mbujimayi.
- **Muya** : la commune est dirigée par Ananias KABEYA. Elle a la taille de 12,80 km². Elle se situe à l'Est de la ville de Mbujimayi. Au début des années 1970, c'est là que logeaient la majorité des commerçants et/ou des trafiquants (hommes d'affaires) et des fonctionnaires de l'État.

⁸ Article de presse de Madeleine MUADI pour un concours au mini-sommet de la SADC tenu dans la ville de Kinshasa en 2015 en collaboration avec l'Union Congolaise des Femmes des médias.

- **Dibindi** : dirigée par Marie Thérèse MUISANGIE, cette commune s'étend sur une superficie de 27,80 km². Dibindi est limitée au Nord par la commune de la Muya, au Sud par la commune de la Kanshi, à l'Est par la rivière Mbuji-Mayi et à l'Ouest par une partie de la commune de la Muya et celle de la Kanshi
- **Kanshi** : placée sous la direction d'Anaclet EDIMEKOMBA, cette commune s'étend sur une superficie de 28,79km².
- **Diulu** : Elle est placée sous l'égide d'Angel LUSAMBA. Elle couvre la superficie de 18,20 km². C'est dans cette dernière commune que nous avons mené notre étude dans le quartier Ma campagne 3.

Des personnes vivant dans ce quartier ont construit des maisons non loin de ce site maraîcher pour la plupart en brique en dobe ou encore en chôme. Si certaines de ces maisons sont entièrement achevées d'autres encore ne les sont pas mais sont toutefois habitées par des populations locales. Dans les environs se trouvent quelques écoles qui sont moins fréquentées par les enfants qui habitent le long de la rivière Muya. Certains parents préfèrent envoyer leurs enfants étudier dans les écoles situées dans les centres urbains alors que d'autres encore envoient leurs enfants dans les écoles locales même si ces derniers sont par moment renvoyés de l'école à cause de frais scolaires. L'eau potable et l'électricité sont lettres mortes dans cette zone ; la population fait recours aux bois, et utilise moins la braise pour la cuisson et l'eau de la rivière pour les ménages. Toute fois la situation semble s'améliorer car actuellement une borne fontaine a été installée par le gouvernement provincial et ses différents partenaires afin de desservir la population locale en eau potable cela de manière gratuite.

Malgré cette volonté manifeste, il faut noter que la seule borne fontaine connaît souvent un engouement sans précédent et certaines personnes se plaignent de ne pas être desservies en eau potable. L'agriculture étant une activité importante pour la ville de Mbujimayi, plus de 80% de la population du site kasebu se trouve dans le maraîchage. Question pour elle de trouver des revenus ou encore se procurer la nourriture⁹. Le maraîchage est un domaine important car la consommation des légumes se fait au quotidien dans la ville de Mbujimayi D'autres personnes se livrent encore à l'agriculture vivrière dans le même site.

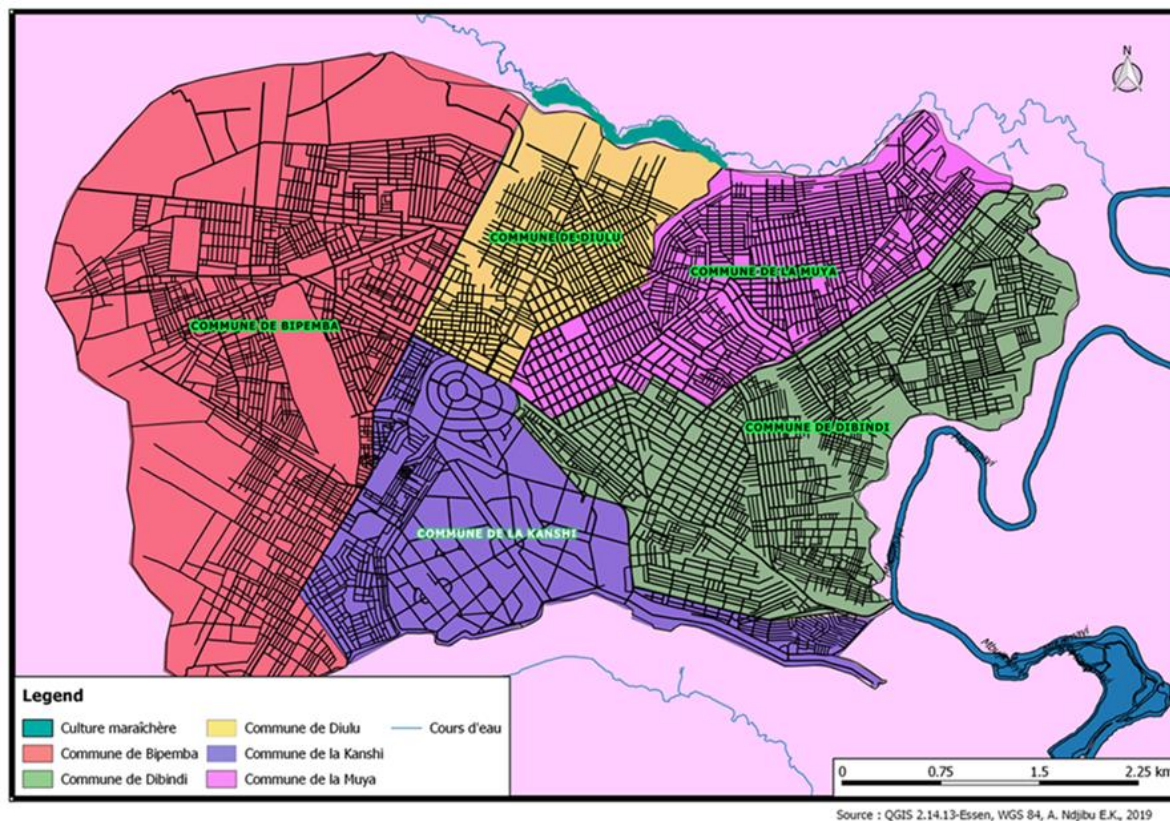
⁹ Entretien avec le ministre de l'agriculture au Kasai-Oriental, Charles Doux MBUYI, le 10 avril 2019 en sa résidence officielle dans la ville de Mbujimayi.

Certaines personnes encore se livrent à d'autres activités de la débrouille telles que la vente de sable de la rivière Muya pour les constructions, les petits commerces (légumes, fruits, etc.) ou sont carrément à la recherche de diamants, Mbujimayi étant une zone minière. Chaque matin, le quartier est mouvementé et surtout envahi par les mamans à la recherche des légumes pour approvisionner le centre-ville, des hommes à la recherche du sable le long de la rivière Muya, des enfants qui vont à l'école et des jeunes filles, garçons, mamans et papas à la recherche de l'eau pour la consommation dans le ménage mais aussi pour la vente en plein centre-ville surtout pendant la saison sèche ou encore ceux à la recherche de pierres précieuses. Comme d'autres villes de la République Démocratique du Congo, la ville de Mbujimayi connaît un élargissement sans précédent de ses zones urbaines.

Cette situation n'échappe pourtant pas à l'urbanisation très rapide marquée par la création d'espaces hybrides, mi- villes, mi- villages comme c'est le cas dans plusieurs villes des pays du sud (Misser, 2014). Mais, malheureusement, cette urbanisation rapide n'a pas respecté les contraintes naturelles. Ce qui expose Mbujimayi aux différents aléas environnementaux qu'on lui connaît dont les érosions. D'abord localisée sur les crêtes, la ville a rapidement progressé le long des versants. Elle n'a été arrêtée que par les fonds marécageux des vallées principales, où les « creuseurs » exploitent le diamant alluvionnaire. Au-delà des rivières, d'anciens villages ont grossi, acquis des caractéristiques urbaines et se sont, eux-mêmes, remis à la traîne, (Shomba, 2015). Ainsi, Une ceinture périurbaine des exploitations maraîchères s'est créée dans les zones périphériques. Ces exploitations sont situées dans les cinq communes qui composent la ville de Mbujimayi.

Dans la commune de Bipemba, on retrouve quelques sites à savoir : les sites de Nzaba, et celui situé au bord de la rivière Bipemba et un autre site c'est celui qui regorge les réfugiés de kamuina au bord de la rivière Muya. Dans la commune de Dibindi, il y a notamment les sites de Misesa au bord de la rivière Mbujimayi et le site de Lukelenge. Dans la commune de la Kanshi, un site est repéré à la cité MIBA et un autre au bord de la rivière Kanshi vers Bena Mbala. Dans la commune de la Muya, il y a les sites 12 apôtres et Abbé tshibanda et enfin dans la commune de Diulu, un site maraîcher est localisé au bord de la rivière Muya.

Il s'agit du site kasebu¹⁰. C'est dans ce dernier site maraîcher que nous avons mené notre étude, comme présenter dans la carte suivante :



Source : Ambroise NDJIBU, assistant au département de géographie à l'Institut Pédagogie de Mbujimayi.

Comme nous pouvons le voir sur la carte ci-dessus, seul le site maraîcher de kasebu où nous avons mené notre étude dans la commune de Diulu est repertorié en couleur verte foncée. Mais sinon, il faudra noter que la ville de Mbujimayi dans son ensemble compte plusieurs sites maraîchers,(voir la page precedente). Dans cette zone périurbaine, à l'instar d'autres sites de la ville de Mbujimayi, les produits maraîchers cultivés les plus sont les légumes feuilles et les légumes fruits. Traditionnellement, les légumes feuilles cultivés sont les feuilles de patate douce appelées localement tshilungalunga, les amarantes ou tshitekuteku en tshiluba, la langue locale.

¹⁰ Entretien avec Faustin MUKOKA, chef de bureau urbain de la cellule de production des végétaux (PPV), le 15 Avril à son bureau de travail dans l'enceinte de la mairie de Mbujimayi.

Ces légumes sont les principaux suivis de l'oseille guinée (Busa), la morelle amère (muteta) et courges feuilles (mudibu). Pour ce qui des légumes fruits, on retrouve notamment les tomates, les courges, les Aubergines. Ces légumes sont les plus cultivés pendant la saison sèche. Le long des plates-bandes, sont cultivées les feuilles de manioc (kaleji ka caoutchouc anyi ka ndunda en langue locale), qui normalement est une culture vivrière.

Pour l'enrichissement de leurs cultures, les maraîchers de kasebu recourent notamment aux excréments des animaux mais déjà pour la plupart de cas la terre est fertile et adaptée aux cultures maraîchères¹¹. Quant à l'utilisation des outils de travail, à l'instar de la plupart de sites maraîchers de Mbujimayi, ce sont les outils traditionnels qui servent des moyens de production. Les maraîchers recourent à la houe ou la bêche pour le sarclage, le râteau, l'arrosoir et évidemment, les mains et la force musculaire. Il n'y a pas encore l'usage des Nouvelles Technologies de production sur la ville, les quelques outils qui existent par exemple le tracteur ne sont pas accessibles aux maraîchers de notre zone d'étude mais également à d'autres maraîchers qui évoluent sur la ville. Cela fait pratiquement plusieurs années que le maraîchage intéressent plusieurs structures.

Des associations et des réseaux ne cessent de naître en faveur de cette activité et des différents acteurs qui la pratiquent. Au kasai-oriental, plusieurs institutions étatiques, notamment le Ministère de l'agriculture, du Genre et du Plan mais également d'autres organisations privées se mobilisent surtout au tour du maraîchage périurbaine avec l'appui financier des divers bailleurs des fonds qui travaillent en collaboration avec le gouvernement congolais en l'occurrence la FAO. Cette question revient de plus en plus dans les discours et programmes de plusieurs autorités politico-administratives et d'autres acteurs. Concernant, les maraîchers de notre milieu d'étude, le Réseau Femme et Développement a appuyé leur structuration et leur capacitation. Ces formations sont notamment axées sur le leadership et l'autonomisation de la femme.

¹¹ Entretien avec Faustin MUKOKA, chef de bureau urbain de la cellule de production des végétaux (PPV), le 15 avril dans la cour de la mairie de la ville de mbujimayi.

En effet, le lien entre le REFED et les femmes maraîchères se situent au niveau de l'accompagnement technique au niveau de leurs associations. La mission du REFED est de rendre les femmes autonomes et d'accroître leur capacité en leadership¹².

3.3. Déroulement de l'enquête.

Dès notre arrivée dans la ville de Mbujimayi, nous avons rencontré la secrétaire exécutive du Réseau Femme et Développement pour lui expliquer la problématique de notre mémoire mais aussi les objectifs de notre enquête. De là, nous avons planifié notre première descente sur terrain pour la prise de contact avec les maraîchers qui ont été ciblés pour notre enquête. Quant au déroulement proprement de l'enquête, nous avons opté pour un partage ou mieux un échange avec chaque interviewé, question de le mettre dans un climat de confiance et permettre une bonne collecte d'informations. Chacun des enquêtés était libre pour répondre à nos questions. Avant le démarrage de l'interview nous avons sollicité et obtenu auprès de chaque enquêté l'autorisation d'enregistrer nos échanges sur dictaphone. Nous nous étions aussi servis du carnet et du stylo pour prendre certaines notes.

Notre enquête a concerné au total 22 personnes dont 12 femmes maraîchères et 6 hommes, principalement les conjoints des quelques femmes maraîchères que nous avons rencontré pour notre enquête. Ainsi, nous avons réalisé des entretiens individuels avec ces femmes maraîchères soit sur leur lieu de production c'est-à-dire dans les champs soit chez-elles à la maison. Le plus important pour nous était de laisser nos interlocuteurs parler de manière aisée afin de nous fournir beaucoup plus d'informations dont nous avons besoin pour notre étude.

¹² Entretien avec Monique MIANDA, Secrétaire exécutive du Réseau Femme et Développement au Kasai-Oriental, le 5 avril 2019 à son bureau de travail au REFED dans la ville de Mbujimati.

Le choix des hommes nous a semblé utile dans le cas de notre étude dans la mesure où dans la culture luba l'homme est considéré comme le chef du foyer et il a toujours un rôle important à jouer dans le ménage et pour nous, entendre aussi la voix de l'homme était nécessaire pour voir comment lui-même analyse les différents rôles de la femme dans le maraîchage et surtout bien analyser à notre humble avis la notion de transformation des responsabilités familiale et sociale en lien avec la pratique du maraîchage dans le ménage. Ainsi, nous travaillions 6 heures par jour selon le programme des maraîchers qui pour la plupart commencé leurs activités vers 8 heures du matin pour terminer entre 16heures et 17 heures. Nos 12 premières enquêtées (les femmes maraîchères), ont été interrogées pendant 3 jours en raison de 30 minutes par personne pour les unes et 45 minutes pour les autres. Outre, ces maraîchères nous avons aussi interviewé 6 hommes œuvrant pour la plupart dans le domaine agricole. Pour ce deuxième pilier d'interviewés l'enquête a pris un jour pour un total de 3 heures soit plus ou moins 30 minutes par personne.

Nous avons également échangé pendant plus d'une heure avec le ministre de l'agriculture pour savoir comment le genre est intégré dans la politique agricole au niveau local. L'objectif pour nous était de connaître si cette question reste parmi les priorités des autorités politico-administratives de la province. Le Réseau Femme et Développement basé dans la province du Kasai-Oriental dont Mbuji-Mayi est le chef –lieu a aussi figuré sur la liste de nos enquêtés. Pendant une heure nous avons échangé avec la secrétaire exécutive du REFED autour des revendications de cette structure concernant les femmes maraîchères. Pour cette première partie, nous avons pris cinq jours pour mener notre enquête. Outre ces entretiens semi-directifs, nous avons aussi procédé à l'observation directe de la pratique du maraîchage sur le site ciblé pour palper de nos propres yeux la réalité de terrain.

A ces entretiens individuels et l'observation directe, s'ajoutent le focus groupe organisé à l'attention des 12 femmes maraîchères et deux hommes. Pour cette activité, nous avons fait recours à un journaliste de la Radiotélévision Océan Pacifique, un média pour la prise de vues et la prise des photos. Dès l'entame de l'activité, nous avons eu un échange avec tous les participants pour leur expliquer les modalités de la tenue des travaux et les objectifs de la rencontre.

Ces assises organisées en collaboration avec le Réseau Femme et Développement ont regroupé au total 20 personnes à savoir 12 femmes maraîchères, 2 hommes (un agriculteur et un enseignant) et 4 membres du Réseau Femme et Développement. Les 12 femmes maraîchères présentes ont été réparties en deux groupes en raison de six personnes par groupe pour discuter au tour des différents axes de la grille mandala. Un travail que nous avons réalisé avec le concours du chargé des projets au REFED. Les 2 hommes invités ont été interrogés séparément des femmes, question d'éviter le complexe des uns et des autres dans les échanges. Après les travaux en carrefour, les femmes maraichères ont restitué les premiers résultats de leurs discussions. A ce niveau, il n'était pas facile pour nous de réunir toutes ces personnes pendant la période des cultures maraîchères dans la ville de Mbujimayi. Ainsi, le bon lien que nous avons entretenu avec ces maraîchers pendant les entretiens individuels a convaincu plusieurs d'entre-elles de venir répondre à notre invitation.

Sur terrain nous avons eu à faire face à plusieurs contraintes. Au nombre de celles-ci figurent, la durée de notre séjour dans la ville de Mbujimayi, que nous avons jugé réduite pour devoir mener notre recherche. De plus, la machine administrative du pays fonctionnant au ralentie ou caractérisée par une sorte de léthargie, il n'était pas évident de contacter les personnels indiqués des institutions et d'obtenir les informations nécessaires. A cela s'ajoutent les contraintes sociales, mais aussi académiques liées aux échéances et à la transcription des données. Il a fallu des sacrifices énormes pour arriver à réaliser ce travail. C'est surtout notre connaissance du milieu tant qu'originaires de la ville où nous avons vécu pendant plus de 20 ans qui nous a permis de nous en sortir. Autrement, nous étions déjà dans une certaine mesure familiarisée avec le milieu et aux conditions de vies locales et nous savions ce qui pouvait déjà nous attendre sur terrain et nous étions ainsi préparer en conséquence. Consciente de toutes ces réalités d'avance et imaginant ce qui nous attendait au retour, nous nous sommes lancés avec optimisme et détermination malgré la fatigue du corps et le stress. En dépit de toutes ces contraintes, la collecte des données a été effective, un motif de plus d'engagement et de persévérance.

Nous avons pu interroger au total, 12 maraîchères. Parmi, elles 4 sont veuves mais vivent avec des personnes dans le ménage, 3 sont mariées à des agriculteurs qui s'adonnent aussi au maraîchage, 4 sont en couple avec des hommes qui exercent d'autres activités que le maraîchage et une est épouse d'un chômeur. Pour ce qui est des hommes, nous avons interviewés 6 au total dont 3 évoluent dans l'agriculture notamment dans le maraîchage et sont des époux des femmes maraîchères que nous avons enquêté. Les trois autres hommes évoluent dans d'autres domaines que le maraîchage (enseignant, débrouillardise). A cette liste s'ajoute, quatre personnes des institutions. Au total, nous avons interrogé 22 personnes dont 12 femmes maraîchères de la population cible comme présenter dans le tableau ci-après :

Tableau des enquêtés

Catégories	Total H/F	Total H	Total F	Maraîchères/site
Femmes veuves avec enfants	4	–	4	4
Couples maraîchers	6	3	3	3
Femmes en couple non maraîchers	4	–	4	4
Femmes épouses des chômeurs	1	–	1	1
Hommes non maraîchers	3	3	–	–
Personnes des institutions	4	3	1	–
Total	22	9	13	12

Dans les institutions, nous avons eu des échanges avec les personnes ci-dessous : l'ingénieur agronome responsable du bureau urbain de la cellule de production des végétaux (PPV) dans la ville de Mbuji-Mayi, la secrétaire exécutive du Réseau Femme et Développement dans la province du Kasai-Oriental, le maire de la ville de Mbuji-Mayi et le ministre provincial de l'agriculture. L'objectif de ces rencontres sur le plan administratif était d'obtenir plus d'informations sur les politiques agricoles en matière de genre et du maraîchage, plus précisément les éléments sur les stratégies nationales et provinciales en faveur de genre dans l'agriculture et surtout dans la pratique du maraîchage.

3.4. Analyse et traitement des données.

Sur ce sous point, nous allons démontrer comment nous avons procédé pour analyser et traiter nos différentes données dont les résultats seront présentés dans le chapitre quatrième de ce mémoire. Nous inspirant des idées de (Campenhoudt, 2017), nous pouvons affirmer que le but d'une recherche scientifique est de répondre à la question de départ qui sans nul doute a pu évoluer au cours de la recherche. Ainsi pour analyser nos données de terrain, nous avons opté pour la grille d'analyse mandala. Cette grille d'analyse nous a aussi servis de collecte des données sur terrain. Ce cadre d'analyse (grille Mandala) qui nous paraît important pour notre recherche a été proposé par (Charlier et Demanche, 2014, p 17-18) à partir des réflexions du Monde selon les Femmes et de ses différents partenaires.

Ce cadre d'analyse proposé par S. Charlier et D. Demanche à partir des réflexions du Monde selon les Femmes et de ses différents partenaires, est nécessaire pour nous permettre d'analyser nos données de terrain. Ainsi, dans le souci de mieux répondre à notre question de recherche notre cadre d'analyse sera basé sur six principaux thèmes de notre étude à savoir : l'accès aux ressources, la sécurité (la sécurité alimentaire et la sécurité physique), les savoirs locaux et Nouvelles Technologies, la production durable, la destination de la production ainsi que la transformation des responsabilités familiale et sociale. Comme le note (Dépelteau, 2011, p.295), le plus important est de « découvrir d'une manière rigoureuse et objective la signification d'un message ». En clair, il est question de ressortir les différents sous-thèmes dans chacun des thèmes principaux.

L'analyse va porter sur 20 entretiens semi-directifs avec 12 femmes maraîchères et 6 hommes et deux personnes des institutions interrogées dans le cadre de notre étude. Pour procéder au traitement et à l'analyse des données, Albarello (2011) note que les données récoltées sur terrain doivent être aisément accessibles au chercheur qui doit les mettre en relation les unes avec les autres et trouver du sens dans un ensemble de données issues des entretiens. En d'autres mots, notre méthode d'analyse étant qualitative, cela implique, d'après (Paille et Mucchielli, 2008) d'extraire le sens plutôt que transformer en pourcentages ou en statistiques les données. Bref, l'analyse des données utilise les seules ressources de la langue de matériau, les explicite jusqu'à un niveau de compréhension et/ou de théorisation.

CHAPITRE QUATRIEME : RESULTATS ET DISCUSSION

Ce chapitre sera reparti en deux grands points. Le premier point présente la synthèse des résultats des interviews et nos observations alors que le deuxième point propose une discussion par rapport à certaines études, pour la vérification ou la réfutation de nos arguments de départ. En effet, cette partie constitue la dernière étape de notre recherche. Comme l'affirme (Dépelteau, 2011), il est question ici de mener cette dernière étape de toute démarche scientifique soit pour corroborer ou encore réfuter les théories.

4.1.Résultats des enquêtes

A ce niveau nous allons présenter le résumés des entretiens que nous avons eu sur terrain. Nos résultats d'enquêtes seront présentés sur base de six axes de la grille mandala à savoir : l'accès aux ressources, la sécurité (la sécurité alimentaire et la sécurité physique), les savoirs locaux et Nouvelles Technologies, la production durable, la destination de la production ainsi que la transformation des responsabilités familiale et sociale. Quant aux autres aspects de la grille mandala (sécurité sociale et travail digne), ils ne sont pas pris en compte par manque d'informations. Pour chaque axe, nous allons résumer les idées de nos interlocuteurs avec à l'appui certains de leurs propos

a) L'accès aux ressources

La terre

Dans la ville de Mbuji-Mayi, l'accès de femmes maraîchères à la terre ne pose aucun problème, comme cela est le cas, dans d'autres régions de la République Démocratique du Congo. A ce propos le ministre provincial de l'agriculture de l'agriculture déclare ceci :

« En RDC jusque-là on n'a pas le problème de terres, c'est vrai que ce problème peut se poser à l'est du pays où il y a des montagnes mais dans les régions de plaines où nous sommes la terre n'a pas de difficulté. Les terres sont détenues par les détenteurs des terres qui sont les chefs des clans et les chefs de familles et ces femmes le font déjà dans le cadre familial pour dire qu'elles ont facilement l'accès à la terre. L'agriculture maraîchère se pratique dans les zones limitrophes des communes et si vous vérifiez vous trouverez que ces zones sont inoccupées et là chacun y va et fait ces activités sans difficulté ».

Ce discours est partagé par certaines maraîchères qui estiment avoir un accès facile à la terre soit parce qu'elles évoluent dans le groupement soit parce qu'elles sont épouses de chef ou encore parce que simplement la terre est disponible. Bien que cette terre soit disponible comme le déclarent certaines femmes maraîchères d'autres disent y avoir accès moyennant soit un café à donner aux propriétaires de ces terres ou encore de discussions avec lesdits propriétaires car elles déclarent n'est pas être propriétaires de la terre. Ou encore on doit l'acheter surtout quand on est étranger sur la ville ou alors on ne sait plus y cultiver car la terre se détériore au fil de temps comme le résume ces propos des femmes extraits lors du focus groupe tenu à Mbujimayi, le 14 avril 2019 :

« Moi par exemple mon mari est chef ici à la Muya et du coup je n'ai pas de difficulté pour accéder à la terre. Partout où je me pointe j'ai la facilité d'avoir la terre ».

« Pour l'accès à la terre nous n'avons pas des problèmes car comme nous évoluons dans un groupe notre papa Buana qui en est le responsable nous a déjà octroyé des terres pour les cultures ».

« Pour avoir de la terre, il faut donner du café au propriétaire de cette terre mais si tu n'en as pas c'est ça la difficulté car il ne va pas te permettre de cultiver, tu ne peux pas demander à quelqu'un de venir te donner un espace pour cultiver et après tu ne lui donnes rien comme récompense ».

« La terre nous la trouvons quand nous discutons avec le propriétaire de cette terre ».

« Moi je suis étrangère, j'achète la terre c'est le mari de bibi qui nous vend la terre ».

Bien que la femme ait accès à la terre dans la ville de Mbujimayi, le Réseau Femme et Développement estime que beaucoup reste encore à faire car la femme a certes accès à cette terre mais ne la contrôle pas : *« Chez nous ici il y a un problème de contrôle de la terre. La femme accède à la terre et l'utilise sans problème mais la difficulté c'est au niveau du contrôle parce que chez nous avons le régime patriarcat et par conséquent c'est l'homme qui prend les décisions sur tout. Autrement même si la femme utilise la terre à tout moment on peut lui demander de rompre avec. Actuellement nous cherchons à produire un draft contenant les lois nationales et internationales qui défendent l'accès des femmes à la terre et cela de manière pérenne ».* (Propos de Monique MIANDA, secrétaire exécutive du REFED lors du focus groupe organisé dans la ville de Mbujimayi).

L'eau

La plupart (%) des femmes enquêtées reconnaissent que l'eau est une ressource importante pour leur production maraîchère. Quant à leur accès à cette reconnaissance quelques-unes affirment que cette ressource est bien disponible. Beaucoup (%) d'entre ces femmes s'approvisionnent à la rivière muya qui se trouve non loin du site maraîcher où nous avons mené l'enquête. Pour ces maraîchères, la grande difficulté qu'elles éprouvent c'est le transport de cette eau de la rivière muya vers leurs champs. Plusieurs évoquent le manque d'outils nécessaires pouvant faciliter le transport de cette ressource productive. Pour ce faire, elles recourent aux moyens rudimentaires, (elles portent l'eau dans le bassin sur la tête) dans l'objectif d'arroser leurs cultures maraîchères.

Ainsi, elles utilisent les bassins pour transporter l'eau de la rivière vers les champs. Une situation que plusieurs d'entre-elles ne supportent plus car elles évoquent leur âge comme un facteur qui les empêchent d'effectuer cet exercice qui demande plus de force. Outre la difficulté d'accès, cette ressource se fait rare pendant la saison sèche et ces femmes recourent par moment aux robinets pour s'approvisionner en eau. Durant cette période, les robinets sont pleins de gens et avoir accès à l'eau devient un casse -tête pour certaines d'entre-elles. Pour éviter de perdre leurs cultures maraîchères par manque d'arrosage faute d'eau, certaines font la file plusieurs heures aux robinets. Témoignages de quelques femmes :

« Pour l'eau nous avons aussi la difficulté car vu notre âge il devient difficile de transporter de l'eau dans des bassins. C'est difficile de trouver quelqu'un qui peut vous aider certes l'eau est proche de nous mais nous sommes déjà fatiguées pour transporter cette eau dans des bassins vu notre âge, nous sommes déjà grands ». (Extrait d'Annifa MUAWUKA du 21 mars 2019).

« Pour l'eau nous avons de difficultés actuellement pour en avoir. Pendant la saison sèche nous puisons l'eau de la Muya pour arroser, et nous puisons à l'aide des bassins et si nous ne le faisons pas les produits ne vont pas bien pousser. La difficulté c'est qu'avec les bassins tu dois faire beaucoup de courses c'est fatiguant mais sinon nous le faisons pour éviter de pertes ». (Propos de Martine BAMBEMBA du 22 mars 2019).

« Pour l'eau il y en a mais la difficulté c'est que quand il y a carence et les robinets sont pleins de gens et s'en approvisionner devient un problème ». (Extrait d'Aimé NTUMBA, du 25 mars 2019).

Le crédit et les outils agricoles

Les femmes maraîchères rencontrées n'accèdent pas au crédit. Elles éprouvent d'énormes difficultés pour accéder aux différents outils agricoles. Pour faire leurs cultures maraîchères, elles recourent aux moyens et aux techniques rudimentaires qui exigent plus de force physique. Il s'agit notamment de la houe, du râteau, de la bêche. Les mains de ces femmes sont aussi mises à contribution pour faire les champs surtout quand il s'agit d'arracher les mauvaises herbes. Le transport de l'eau pour l'arrosage de culture se fait dans le bassin. Beaucoup de maraîchères disent rencontrer des problèmes de santé vue surtout que leur âge avance. Quelques témoignages :

« Pour cultiver, nous utilisons de coupe- coupe, des râteaux et des petites houes. Pour les semences, il faut avoir l'argent pour s'en procurer sinon c'est compliquer », (Extrait de Coise KAYEMBE du 28 mars 2019).

« La grande difficulté c'est le manque des outils agricoles adaptés. Comme outils, j'ai la manchette et rossards. Je n'ai jamais vu un quelconque financement même pas les semences tout j'achète seule », (Propos de Suzanne MBUYI du 5 Avril 2019).

« Je cultive sous le soleil avec mes propres mains », (extrait de Carine MBOMBO du 21 mars 2019).

Les autorités politico-administratives reconnaissent également ces difficultés. Même si le ministre provincial de l'agriculture estime qu'il est du devoir du gouvernement provincial de doter les maraîchères des outils, il évoque toutefois des stratégies mises en place au niveau local pour contourner la difficulté.

Qu'à cela ne tienne, il encourage un accompagnement sans faille de ces femmes de la part de l'Etat pour espérer que l'agriculture décolle.

« Les outils agricoles (intrants, semences et outillage) c'est justement l'apanage de l'Etat mais ils se débrouillent eux-mêmes pour en avoir. L'Etat ne joue que le rôle régalien de contrôle, de suivi pour voir qui le fait, ils sont combien et dans quelles conditions ils le font en attendant les moyens pour le seconder ou les appuyer.

On ne peut pas faire décoller l'agriculture sans faire attention aux moyens financiers même si on n'a pas encore exécuté notre programme on y pense toujours » (Entretien avec le ministre provincial de l'agriculture au Kasai-Oriental du 10 avril 2019).

b) La sécurité alimentaire et la sécurité physique (violences)

Sécurité alimentaire

Consommation alimentaire du ménage

Bon nombre de ménages enquêtés consomment le plus le fufufu (la pâte à base des farines de maïs et de manioc) associées aux différents légumes tels que les amarantes, les feuilles de patate douce, l'oseille et les feuilles de manioc. Certains ménages encore ajoutent d'autres aliments comme la poudre de fretins ou encore de petits fretins ou les petits poissons pour accompagner les légumes et le fufufu. Ce repas est pris une seule fois par jour dans la soirée quand ces femmes maraîchères reviennent des champs. Seule une seule femme nous a affirmé manger deux fois par jour, une le matin et l'autre le soir. Pour la plupart de cas ces aliments ne correspondent pas aux préférences des ménages mais sont juste consommés car ils sont les seuls disponibles.

Pour ce qui est de la consommation du repas, il est pris en famille (quantité quelque suffisante et une qualité des produits bio) et cela est reparté selon l'âge et le sexe (la maman avec les filles adultes, les petites filles entre elles, les garçons adultes, les petits garçons et le papa seule ou avec ses amis s'ils sont disponibles). Beaucoup estiment que ce mode de consommation est plus économique pour éviter de dépenser plus d'argent par exemple dans des restaurants où les aliments coûtent chers selon les femmes maraîchères interviewées. Cette situation s'observe également dans bon nombre de ménages mbujimayi.

Les aliments consommés dans les ménages des femmes enquêtées proviennent de leurs cultures maraîchères, le cas notamment des légumes et d'autres encore sont achetés sur les marchés après que les produits maraîchers soient vendus.

« Tout ce que je cultive nous mangeons avec les membres de mon ménage. Par exemple les feuilles de patate, les amarantes et les mudibu. Nous mangeons le repas ensemble c'est juste au moment du partage où nous allons répartir les repas chez les enfants selon leur âge.

Nous mangeons toujours le fufou comme actuellement la vie est difficile c'est le fufou qui figure en première position avec des légumes. Ces produits viennent du maraîchage. Ah nous mangeons une seule fois par jour. Comme nous travaillons là nous ne rentrons à la maison que le soir quand il est temps de préparer nous le faisons et puis c'est fini. Des produits comme des légumes tout le monde en a besoin même les personnes riches en ont envie. On n'a pas besoin que de viandes. Les légumes c'est tout ce que nous avons tous les jours et nous aimons ça » (propos d'Adolphine MUADI du 22 mars 2019).

« Nous mangeons tous à la maison et voici comment se passe le partage, mon mari mange seul, moi je mange avec les filles et les garçons mangent leur plat à part. Nous mangeons souvent les feuilles de manioc, les fretins avec le fufou et souvent nous préparons beaucoup de feuilles de manioc car ça permet aux enfants de manger à leur faim, mais sinon nous mangeons aussi d'autres légumes tels que les feuilles de patate, les mudibu et les nsapu. La plupart de nos produits viennent du maraîchage et d'autres nous achetons au marché après avoir vendus les produits maraîchers il s'agit par exemple de la farine de manioc, la farine de maïs, le sel et même d'autres aliments comme les fretins. Nous mangeons une seule fois par jour et c'est souvent le soir quand nous avons fini nos travaux champêtres. Nous ne mangeons pas selon nos goûts mais plutôt nous nous contentons des produits qui sont disponibles » (Propos d'Aimerance NTEMBWA du 21 mars 2019).

« Je fais le maraîchage pour fournir de la nourriture à ma famille et prendre en charge la scolarisation de mes enfants. J'ai eu deux diplômes dans mon ménage grâce au maraîchage. Dans mon ménage nous mangeons tous les légumes que je cultive par exemple les feuilles de patate. C'est quand je termine de travailler ici que je rentre à la maison pour préparer.

Nous mangeons plus le fufou avec les légumes et si une occasion se présente même pour manger les fretins nous consommons aussi. Les produits que nous consommons sont ceux que je cultive et d'autres nous achetons au marché avec l'argent issu du maraîchage. Ces aliments ne répondent pas tous à nos préférences mais nous le mangeons faute de mieux », (extrait de Martine MBUYI du 22 mars 2019).

« Nous mangeons tous à la maison moi et ma fille refoulée et ses enfants nous mangeons ensemble et l'autre garçon mange seul. Nous mangeons surtout le fufou avec des légumes comme feuilles de manioc, de patate et des amarantes. Les produits que nous consommons viennent du maraîchage. Nous mangeons une fois d'ailleurs la nuit. Même si les aliments que nous mangeons ne sont pas ceux que nous préférons nous sommes obligés de les consommer pour éviter la faim », (propos de Suzanne MBUYI du 5 Avril 2019).

Sources des revenus et affectations

Les femmes que nous avons contactées ont du mal à connaître exactement combien d'argent elles gagnent par mois. Pour elles cette situation est justifiée par le fait que cet argent dépensé une fois gagné et dans ce cas le calcul devient très difficile. Toutefois elles savent le prix de chaque quantité de culture vendue même si cela est négociable. Quelques-unes de femmes ont déclaré avoir d'autres sources de revenus mais sinon le maraîchage reste de l'activité principale qui leur apporte un peu plus de revenus pour la survie de leur ménage.

Beaucoup de femmes se sont lancées dans le maraîchage pour assurer la survie de leur ménage et surtout satisfaire le besoin alimentaire de leurs ménages. Ainsi, les femmes maraichères enquêtées affectent leurs revenus à la nourriture du ménage excepté les légumes qui ne sont pas achetés car elles en sont les fournisseurs, aux vêtements du ménage, à la scolarisation des enfants, aux soins de santé, au loyer, à l'achat des semences mais aussi à leurs besoins personnels tant que femmes (achat vêtements,). Pour la plupart des femmes cette activité les aide énormément pour la survie de leurs ménages et plusieurs se demandent comment devraient-elles vivre si jamais elles ne la pratiquaient.

Ces femmes ne bénéficient pas en grand nombre d'autres sources de revenus dans leur ménage et pour celles qui en bénéficient elles proviennent seulement de leurs époux si jamais ils ont gagné un peu d'argent à leur boulot et par moment leurs enfants mais cela n'est toujours pas évident dans la mesure où plusieurs se plaignent de la situation économique difficile.

« L'Objectif est de seconder mon mari dans la prise en charge du ménage. Ce travail m'aide à ravitailler mon ménage en produits vivriers. Ces activités maraîchères me permettent de nourrir mon ménage, de payer les habits et assurer les soins de santé de mon ménage et l'accueil des visiteurs. J'ai aussi acheté une parcelle de 200 dollars américains grâce au maraîchage. Mon mari contribue aussi, un homme même s'il ne travaille pas il peut toujours se débrouiller pour ramener quelque chose à la maison. Les enfants peuvent amener quelque chose comme argent mais avec les enfants actuellement ils vont te dire soit qu'ils ont acheté un cahier ou autre chose », (propos de Thérèse KALANGA du 21 mars 2019).

« Comment calculer l'argent gagné par mois car tu peux voir tel ou tel autre montant tu le dépenses directement. Je dépense pour les frais scolaires des enfants, l'achat de l'eau, si un enfant est malade je lui achète les produits pharmaceutiques. Mon mari apporte d'autres revenus dans le ménage quand il gagne quelque chose à son activité de creuseur et certains de mes enfants me viennent aussi en appui », (extrait d'Aimé NTUMBA du 22 mars 2019).

« Je me suis lancée dans le maraîchage juste pour trouver à manger car certains moments je manquais même la nourriture et je dormais affamés. Mes activités m'ont permis de trouver quelque chose à mettre sous la dent, à m'acheter un habit et à trouver la nourriture pour mon ménage et prendre en charge les soins de santé de la famille et la scolarisation de mes enfants Mes enfants ont étudié grâce au maraîchage, l'une de mes filles est aujourd'hui infirmière. Le maraichage me permet d'avoir de la nourriture et surtout de légumes sans en avoir dépensé un frais », (propos de Martine BAMBEMBA du 28 mars 2019).

« J'ai payé la dote pour l'un de mes fils et actuellement j'ai des petits enfants tout ça grâce au maraîchage. Mes petits enfants sont les produits du maraîchage car c'est grâce à mes activités que leur papa a pu épouser leur maman mémé si leur papa est déjà mort. Actuellement, Je fais le maraîchage pour nourrir les orphelins que j'ai à la maison, payer les habits pour les personnes de mon ménage dont moi-même et je parviens aussi à payer le loyer chaque mois. Je fais seulement le maraîchage qui me rapporte les revenus.

Mon mari peut donner des revenus si on paye l'argent de loyer comme il a ses maisons dans la parcelle de son père, mes enfants peuvent aussi donner quelque chose s'ils gagent de l'argent à travers leurs activités de creuser », (propos de Suzanne MBUYI du 5 avril 2019).

Sécurité physique (violences)

Les femmes maraîchères que nous avons rencontrées déclarent ne subir aucune violence de la part de leurs familles. Quelques-unes évoquent le vol comme la seule violence qu'elles subissent de la part de certains membres de la communauté :

« Mon mari ne me fait pas de problème quand je fais mon travail. Ce qui me dérange plus c'est le vol. Quand je laisse mes cultures, il y a des gens viennent voler. Cela me travaille énormément », (propos de Pétronie MBUYI lors du focus groupe du 13 avril 2019).

« Moi je travaille sans problème, personne ne vient me déranger pour faire mes activités maraîchères. Mon mari n'est pas du genre à me tracasser », (propos de Carine MBOMBO du 21 mars 2019).

« Nous savons que les violences ne proviennent pas de nos ménages mais plutôt de l'extérieur. Nous parlons du vol car les personnes qui volent nos produits ne sont pas de nos familles mais elles sont d'ailleurs ». (Travaux en carrefour premier groupe du 13 avril 2019).

« Pour mon mari ce n'est pas compliquer même si je vends mes produits du maraîchage jamais il ne peut m'inquiéter car tout ce dont il a besoin c'est de manger son fufufu. Nous nous n'avons pas des maris qui font la violence à leurs femmes. Nous prenons nos décisions seules pour faire le maraîchage ». (Entretien Annifa MUAWUKA du 21 mars 2019).

Le REFED a plutôt une autre analyse de faits. Pour lui ces femmes font face à plusieurs violences, entre autres elles ne savent pas s'exprimer librement surtout quand elles sont avec leurs maris par peur qu'elles soient tabassées :

« Chez nous les femmes ont peur de leurs maris. Souvent quand ils se retrouvent c'est difficile de voir la femme s'exprimer librement. Certaines subissent même des violences physiques », (Propos de Monique MIANDA du REFED, du 8 Avril 2019).

c) Savoirs locaux et Nouvelles Technologies

Dans la ville de Mbuji-Mayi, les femmes maraîchères n'utilisent pas le GSM pour la commercialisation de leurs produits. Pour la plupart d'entre elles le GSM n'est pas une priorité vue que leurs revenus sont maigres et doivent en premier position être affectés aux besoins élémentaires de la famille comme la nourriture. Pour connaître, le prix de produits sur le marché par exemple, ces femmes peuvent communiquer de bouche-à-oreille ou carrément faire un tour sur le marché pour en être informée. Les femmes que nous avons interrogées ne dépendent seulement pas du marché pour s'approvisionner en semences, elles ont aussi une autre façon de faire. Au lieu d'acheter, ces semences sur les marchés, certaines préfèrent plutôt stocker leurs propres cultures et les sécher pour les utiliser plus tard comme semences. Elles optent pour le mode de production traditionnelle. Pour faire les champs, elles utilisent les moyens rudimentaires. Quelques témoignages :

« Nous n'avons pas accès aux nouvelles technologies comment nous allons en avoir car ça demande toujours l'argent. Quand nous n'avons pas acheté nous utilisons seulement nos houes ici. Si j'appelle quelqu'un de contrat pour m'aider je lui donne ma manchette ou mon coupe-coupe. Pour de bons outils de nouvelle génération même pour l'arrosage nous n'en avons vraiment pas. Je n'ai pas un GSM comment l'acheter avec les problèmes que nous avons de frais scolaires. Comme mon mari a un téléphone certaines de mes clientes m'appellent à travers son appareil pour prendre un rendez-vous mais pour ce qui des prix nous discutons sur les sites et pas au téléphone », (extrait de Sauda BAKALELA du 22 mars 2019).

« Nous n'accédons pas aux nouvelles technologies nous continuons à utiliser les anciens outils. Je n'ai pas un GSM moi et mes clients nous rencontrons sur base de rendez-vous pris sur les sites et les prix moi-même je les fixe sur base des récoltes », (propos de Henriette KALOMBA du 5 avril 2019).

d) La production durable

Les maraîchères cultivent plusieurs légumes tels que les feuilles de patate douce, les amarantes et les courges feuilles. Pour la plupart ces femmes ne recourent pas aux engrais chimiques. Elles utilisent plutôt les déchets organiques pour pratiquer leurs cultures.

Elles estiment que dans leur site la terre est déjà fertile et il n'y a pas la raison de recourir aux pesticides. En dehors de cela elles ajoutent que les engrais chimiques coutent chers et elles ne peuvent pas disposer de moyens nécessaires pour s'en procurer. Pour ces femmes bien que les pesticides puissent permettre de récolter plus dans un délai record comme l'estiment certaines personnes mais elles voient en cela un risque non seulement de rendre la terre de moins en moins fertile mais aussi le danger de faire consommer à la population les produits à haut risque. Mais sinon il arrive des moments où certaines recourent à une petite dose de pesticides surtout pour les terres qui ont utilisé longtemps et qui ne sont plus adaptées aux cultures. Dans leurs cultures, ces femmes recourent en grand nombre à l'association des différentes cultures comme elles plus locataires de terres et ne bénéficient pas de grands espaces. Toutes avouent que c'est la période de la saison sèche qui est plus porteuse d'espoir pour elles.

Depuis un temps les femmes maraîchères interrogées disent recourir moins aux plates-bandes et certaines qui recourent ne déterminent pas précisément quelle superficie elles emblavent. Pour les semences, elles achètent sur le marché une fois qu'elles vendent leurs produits maraîchers ou encore elles stockent certains produits de leurs champs qu'elles vont sécher pour s'en servir plu tard comme de semences. Les femmes interrogées travailler pour la plupart de temps seules mais il arrive de moments elles sont aussi aidées par les membres de leurs ménages tels que les enfants ou leurs conjoints mais ce cas arrive rarement à la volonté de ces derniers. Il y a certains moments où elles recourent à une main d'œuvre extérieure (jeunes hommes très souvent) moyennant l'argent mais plusieurs s'en plaignent car ne bénéficiant pas de moyens nécessaires pour payer cette main d'œuvre externe qui pour elles coutent sur le plan financier. Elles n'accèdent pas au crédit et bon nombre d'entre elles se débrouillent toutes seules avec les moyens financiers de bord.

« J'utilise les intrants chimiques dont tu parles mais pas à tous les endroits car il y a d'autres parties de la terre qui ne sont plus adaptées aux produits chimiques comme au-dessus là où nous sommes passés avec toi. Par exemple, les terres où il y a la fertilité je ne mets pas des produits chimiques car cela détériore les cultures. Mais les terres où il n'y a plus de fertilité je peux acheter un peu de produits pour y mettre afin que mes cultures poussent.

Par exemple avec les amarantes si vous mettez les engrais ça pousse vite et en grande quantité. Mais là où il y a la fertilité si vous mettez les produits chimiques ça risque de détériorer les cultures », (propos de Coise KAYEMBA du 28 mars 2019).

« Je n'utilise pas d'intrants chimiques car ces produits détériorent la terre et si la terre est détériorée la prochaine fois quand tu viens tu ne sais pas cultiver. Je mélange les cultures avant je sème les amarantes et après je viens ajouter les mudibu. Comme les amarantes ne font que 21 jours après je vais les récolter pour sarcler les mudibu et quand je le fais comme cela les mudibu poussent très bien. Si je vais cultiver les nsapu là je le fais à un autre endroit et les feuilles de manioc nous cultivons là où il fait frais », (propos de Carine MBOMBO du 21 mars 2019).

« Nous associons les cultures et nous n'utilisons pas des produits chimiques car nos terres continuent à être rentables. Ce dernier temps nous ne recourons pas aux plates-bandes nous cultivons juste comme ça. Les semences nous achetons au marché et d'autres nous stockons une fois les récoltes faites par exemples pour les feuilles de patate », (propos de Pétronie MBUYI du 22 mars 2019).

« Comme nous achetons la terre nous associons les cultures car les espaces coutent et il faut de l'argent pour en acheter. Avant on nous vendait les excréments des animaux mais je n'utilise plus ces déchets organiques. Avant je cultivais selon les plates-bandes mais actuellement je travaille dans des lignées comme je l'avais appris dans une formation avec des agronomes », (propos de Henriette KALOMBA du 5 avril 2019).

e) La destination de la production

Les femmes maraîchères que nous avons rencontrées commercialisent une part de leurs produits et une autre partie est consommée dans leur ménage pour la nourriture quotidienne. Plusieurs vendent leurs produits pour avoir des revenus afin non seulement de se procurer les semences mais aussi pour acheter d'autres aliments qui manquent à la maison et donc prendre soins du vécu quotidien de leur ménage. Pour un grand nombre de femmes elles vendent leurs produits maraîchers sur leurs sites de production donc dans les champs.

Ce sont les revendeurs de ces produits qui viennent les chercher directement dans les sites de production et discutent avec les maraîchères, une fois qu'elles s'accordent sur le prix elles procèdent à la récolte en collaboration avec les maraîchères. Autrement, ce sont les revendeurs et les maraîchères qui participent à la vente de produits maraîchers. Quant aux membres de la famille, ces femmes déclarent qu'ils ne sont pas concernés car ce sont elles qui participent à la production de leurs produits, donc c'est le fruit de leurs sacrifices. Plusieurs produits issus du maraîchage sont aussi le plus consommés dans le ménage de ces femmes. Il s'agit notamment de feuilles de patate douce, des amarantes, de gombo, de feuilles de manioc ou encore de courges feuilles comme cela est de coutumes dans la ville de Mbujimayi où les légumes font partie permanente du panier ménager.

« Je vends mes produits et si je ne le fais pas où vais-je trouver des semences. Moi je n'amène pas mes produits maraîchers sur les marchés. Tu vois cet espace ici si je cultive mes feuilles de patate dès que c'est à terme les gens viennent solliciter sur place et je vends. Je dis à mes clients qu'ils me doivent autant pour mes produits dès qu'ils me donnent le montant demandé moi aussi je leur dis de récolter les produits pour aller les revendre. Personne ne peut venir m'aider pour la vente. Il n'y a que moi-même le propriétaire du champ qui doit décider pour la vente. Comment quelqu'un de mon ménage peut venir m'aider pour la vente alors que j'ai cultivé seul », (propos d'Annifa MUAWUKA du 21 mars 2019).

« Nous commercialisons les produits sur le lieu de production. Nous vendons auprès de revendeurs qui viennent directement sur nos sites, nous discutons avec elles les prix dès que nous nous mettons d'accord nous leur demandons de récolter elles-mêmes. C'est moi-même qui participe à la vente de mes produits. Mon mari ou mes enfants personne n'y assiste mais pour mon époux lui n'attendra le rapport qu'à la maison.

Mon mari par exemple ne me pose pas le problème quant à ce. Chez nous ce genre de difficulté n'existe pas », (extrait d'Aimé NTUMBA du 22 mars 2019).

f) La transformation des responsabilités familiale et sociale

Rôles des femmes dans le maraîchage

Les femmes maraîchères que nous avons interrogées participent presque à toutes les étapes de la production maraîchère. Elles désherbent, labourent, fertilisent le sol, sèment les différentes cultures, arrosent les cultures et s'occupent de la récolte et la commercialisation de leurs produits maraîchers.

« Moi je travaille moi-même pour faire le maraîchage. Je n'ai plus de mari et les enfants qui sont à la maison sont encore petits. Je participe à toutes les étapes de la production, le désherbage, le labour, la fertilisation du sol, le semis, l'arrosage, la récolte et la commercialisation mais pour le dessouchement je recoure aux personnes externes car je n'ai plus de force physique comme les maladies me secouent trop depuis la mort de mon mari ». (Entretien avec Thérèse KALANGA le 21 mars 2019, cas d'une femme veuve).

« Je travaille en collaboration avec mon mari. Souvent nous nous répartissons les tâches. Moi, je m'occupe plus, du labour, de semis, de l'arrosage et du sarclage. Mon mari travaille avec moi, il peut aussi semer, sarcler ou mettre le coupe-coupe. Mais sinon pour la récolte et la commercialisation nous travaillons tous ensemble ». (Entretien Coise KAYEMBA du 28 mars 2019, cas d'une femme épouse d'un agriculteur).

Apport de l'homme et des enfants dans le maraîchage

Selon quelques-uns certains membres de leurs ménages comme les maris et leurs enfants leur viennent en aide pour faire cette activité maraîchère. Les maris s'occupent le plus souvent du débroussaillage et du dessouchement car cela demande un peu plus de force physique. Les enfants quant eux aident au transport de l'eau de la rivière vers les champs s'ils en ont envie pour arroser les cultures.

« Je fais le semis, le sarclage et l'arrosage. Mon mari et mes enfants m'aident à cette activité maraîchère. Les enfants par exemple mettent de l'eau et mon mari lui m'aide à mettre le coupe-coupe. Je suis satisfaite de leur apport car c'est un travail qui pouvait exiger de l'argent s'il était exercé par des personnes extérieures ». (Entretien Sauda BAKALELA du 22 mars 2019, cas d'une femme épouse du chef de quartier).

Certaines femmes encore disent travailler seules et ne bénéficient d'aucun concours d'un membre de leurs ménages. Ainsi, pour tenir elles recourent à une main d'œuvre extérieure moyennant l'argent. Pour le débroussaillage et le dessouchement et le plus souvent ce sont les jeunes garçons qui les aident car ayant un peu plus de force physique. Pour ce qui est du transport de l'eau de la rivière vers les champs pour l'arrosage de cultures, elles sollicitent le service des jeunes filles qui jouent le long de la rivière à longueur des journées.

« Moi je travaille seule et personne ne vient m'aider. Mon mari est déjà mort et les enfants qui sont à la maison sont encore petits. Je recoure à la main d'œuvre extérieure quand j'ai l'argent. Je n'ai jamais eu de crédit et je ne trouve l'argent que quand je vends mes produits maraîchers. J'effectue toutes les étapes du désherbage jusqu'à la récolte ». (Entretien Aimerance NTEMBUA du 21 mars 2019, cas d'une femme veuve).

« Les gens que j'ai à la maison ne viennent pas m'aider. Je recoure par moment aux jeunes filles même pour m'aider juste à transporter de l'eau à utiliser pour mes cultures mais là c'est quand j'ai l'argent à leur donner mais quand je n'en ai pas je travaille seule. Je débroussaillai seule, je sème, je sarclai. Donc, je fais tout presque seule. Pour mon mari, il ne connaît rien des champs il ne sait même pas où ça se trouve. Et il n'y est jamais arrivé. Les enfants viennent juste pour récupérer à manger. Vraiment, ils ne m'aident pas ». (Entretien avec Annifa MUAWUKA du 21 mars 2019, cas d'une femme mariée).

Dans tous les cas quand l'une de possibilités précitées ne marchent elles font tout seules du désherbage jusqu'à la récolte de produits ainsi que leur commercialisation. A cette dernière étape elles bénéficient du concours des revendeurs qui viennent acheter leurs produits maraîchers. Pour la majorité ces femmes ne reconnaissent pas l'implication de leurs membres du ménage dans la pratique du maraîchage car elle est minime. Mais sinon, elles estiment petite soit-elle ça reste une aide car elles ne peuvent pas revenir sur un travail qui a été fait soit par le mari ou l'enfant. Pour leur part les hommes qui évoluent dans le maraîchage disent être un appui considérable de leurs épouses dans la pratique de cette activité.

« Dans le ménage moi et ma femme nous nous donnons à l'agriculture et nous travaillons en collaboration. Nos enfants vont à l'école et quand ils sont en vacances, ils viennent nous donner un coup de main car tout ce que nous faisons c'est pour les rendre heureux. Je suis aussi dans le maraîchage et j'interviens presque à toutes les étapes. Le désherbage, je brûle les herbes, je sème et j'arrose aussi et j'aide aussi à puiser de l'eau ». (Entretien André TUBALA du 6 avril 2019, cas d'un homme agriculteur).

« Ma femme va au champ chaque matin et moi je reste à la maison pour surveiller les enfants et les après-midis je vais enseigner. Le samedi et le lundi je rejoins ma femme pour les activités champêtres comme ce sont mes journées pédagogiques ». (Entretien Paul NGANDU du 6 avril 2019, cas d'un homme enseignant).

« Je fais le maraîchage pendant la saison sèche à partir du mois de mai. Ma femme n'a pas de force pour désherber et c'est moi qui fais ce travail. Nous sarclons tous ». (Entretien Estanis TSHISENSA du 6 avril 2019, cas d'un homme agriculteur).

Rapport de genre et du pouvoir dans le ménage :

Décision dans la pratique du maraîchage

Les femmes que nous avons interviewées se considèrent comme les responsables dans la pratique du maraîchage car les résultats de cette activité sont les fruits de leurs efforts. C'est ce que nous pouvons lire dans le propos de cette dame qui parle de la commercialisation de ces produits :

« Personne ne peut venir m'aider pour la vente. Il n'y a que moi-même le propriétaire du champ qui doit décider pour la vente. Comment quelqu'un de mon ménage peut venir m'aider pour la vente alors que j'ai cultivé seul », (propos d'Adolphine MUADI du 22 mars 2019).

Outre cela les enquêtées déclarent exercer leurs activités sans subir aucune violence familiale. Mais toutefois, elles font face à certaines violences extrafamiliales telles que le vol des produits maraîchers. Bien que ces femmes prétendent être les décideurs dans la pratique du maraîchage, le Réseau Femme et Développement qui milite pour le leadership féminin au Kasai-Oriental a une analyse, il estime par contre que ces femmes sont privées de la prise de décisions dans le domaine même si elles participent à toutes les étapes de l'agriculture.

« Nous nous intéressons plus aux femmes car nous avons constaté que dans notre culture kasaïenne les femmes participent à toutes les étapes de l'agriculture mais quand il s'agit de la prise de décisions concernant leur rendement, récolte ou production il y a un problème qui se pose. Ces difficultés que rencontrent les femmes dans l'exercice de leur travail nous poussent à porter notre attention sur cette catégorie de personnes ». (Entretien du 8 avril 2019 avec Monique MIANDA, secrétaire exécutive REFED).

Certains hommes enquêtés l'attestent aussi. Ce sont eux qui prennent les décisions en rapport avec le maraîchage par exemple pour le choix des cultures, le modèle de production ou encore l'accès aux moyens financiers. Cette situation arrive le plus avec les familles agricoles selon notre enquête de terrain.

« C'est moi qui prends la décision pour ce qui concerne le maraîchage. Quand nous vendons nos cultures c'est moi qui dis à ma femme que nous devons acheter telles ou telles autres semences. Bon si ma femme a aussi le temps, elle peut le faire ». (Entretien avec André TUBALA le 6 avril 2019).

D'autres hommes que nous avons interrogés affirment que cette mission, incombent soit à l'homme ou à la femme mais le tout dépend de la disponibilité de chacun de deux.

« Si je ne suis pas là ma femme prend seule les décisions par rapport au maraîchage et si je suis là elle peut aussi me confier cette mission ». (Propos de Donat MUTEBA du 6 avril 2019).

« Les décisions de choix de cultures, de semences ou de modèles de production peuvent être prises soit par moi, par ma femme ou nous tous ensemble. Le tout dépend de la disponibilité de chacun de nous ». (Entretien du 6 avril 2019 avec Estanis TSHISENSA).

Une autre catégorie d'hommes encore estime que cette charge de prises quant à la pratique du maraîchage revient à la femme car elle est un secours de l'homme. C'est le cas de cet homme qui évolue dans l'enseignement.

« C'est ma femme qui prend toutes les décisions liées au maraîchage comme c'est elle qui vient m'épauler pour nouer les deux bouts du mois ». (propos de Paul NGANDU du 6 avril 2019).

Changement des rôles de la femme dans le ménage.

Ces femmes déclarent que leurs rôles ont sensiblement évolué dans le ménage depuis qu'elles pratiquent le maraîchage. Plusieurs disent non contribuer à la survie de leur ménage mais aussi elles sont devenues le chef de leurs ménages. Outre cela beaucoup déclarent être aujourd'hui l'appui de leurs maris dans la survie de leurs ménages et méritent pour cela une grande considération de leur part.

« Oui les rôles ont changé car aujourd'hui mon mari et mes enfants m'aident à mes activités et pourtant avant ils ne le faisaient pas, et aujourd'hui moi-même je contribue à la survie de ma famille La vision des gens à changer à mon endroit car à ces jours beaucoup me donnent de la valeur car j'exerce une activité qui rapporte de revenus et je suis aussi responsable des femmes au sein de notre ONG et beaucoup de gens me donnent beaucoup de respect à ce titre ». (Entretien du 22 mars 2019 avec Sauda BAKALELA, cas d'une femme mariée à un chef de quartier).

« Mon mari me donne de la valeur pour mon appui et dans le quartier beaucoup de personnes me félicitent. Je suis aujourd'hui une femme connue. Aujourd'hui je suis devenue un modèle et les gens cherchent à imiter mon style dans la culture des feuilles de patate. Je suis d'une famille agricole ». (Extrait de Carine MBOMBO du 21 mars 2019).

« Les rôles ont changé dans la mesure où avant c'est mon mari qui prenait la charge du ménage et depuis qu'il est mort c'est moi-même qui m'en occupe grâce aux activités maraîchères. Il y a changement de rôles car depuis la mort de mon mari je suis devenue le chef de mon ménage grâce à mes activités maraîchères ». (Entretien avec Annifa MUAWUKA du 21 mars 2019).

Les hommes enquêtés de leur côté reconnaissent également que les rôles des femmes ont sensiblement changé dans le ménage depuis qu'elles pratiquent le maraîchage. Pour la plupart d'entre ces hommes, les femmes deviennent un appui incontournable pour la survie du ménage et ils s'en réjouissent énormément.

« L'argent que ma femme gagne a permis aujourd'hui que nous participions tous à la scolarisation de nos petits-enfants. Je suis heureux pour cet apport de ma femme car je réalise que j'ai épousé une femme sage qui contribue à la construction du ménage.

Ma famille ne peut pas mourir de faim car ma femme s'en occupe grâce à ses activités maraîchères. Elle participe aussi à la scolarisation de nos petits-enfants et le téléphone que j'ai acheté grâce à l'argent de champs que nous faisons avec ma femme et aujourd'hui nous élevons aussi ». (Entretien avec André TABALA du 6 avril 2019).

« Il y a de choses qui ont changé dans notre ménage depuis que ma femme gagne de l'argent. Par exemple grâce à l'argent de ma femme elle a eu à acheter des poules que nous avons élevées sur base de sa proposition. Cet argent nous aide et moi ça me réjouit. Les grands changements c'est qu'aujourd'hui ma femme est initiatrice de l'élevage de poules dans notre ménage grâce à son argent du maraîchage ». (Entretien avec Paul NGANDU du 6 avril 2019).

« Au lieu de s'endetter à cause de la petitesse du salaire, je réalise que mon ménage tient grâce à l'apport de mon épouse qui gagne un peu d'argent du maraîchage. Comme aujourd'hui sur le plan mondial on prône la parité je trouve que ce que ma femme fait m'aide réellement dans le ménage. Ma femme a déjà payé à maintes reprises les frais scolaires des enfants et elle prend en charge la nourriture du ménage ». (Entretien avec Estanis TSHISENSA du 6 avril 2019).

Pour sa part le ministre provincial de l'agriculture reconnaît qu'actuellement les femmes qui évoluent dans le maraîchage ont une certaine valeur de la société.

« Le fait que les femmes participent au maraîchage ça leur donne une certaine valeur car elles deviennent la référence pour tel ou tel autre légume même si elles n'ont pas de gros moyens on sait au moins que si on a besoin de s'approvisionner en tel légume il faut s'adresser à telle personne. Ce sont des personnes qui deviennent de vedettes et sont visibles ». (Entretien avec le ministre provincial de l'agriculture au Kasai-Oriental du 10 avril 2019).

Bien que les rôles des femmes aient évolué certains encore restent attachés à elle comme les travaux ménagers comme cela est le cas dans la culture kasaienne. En dehors du champ, la femme doit s'occuper du ménage.

« Moi et mon mari nous faisons l'agriculture. Mon mari me précède aux champs et moi je reste à la maison pour les travaux ménagers avant de le rejoindre un peu plus tard ». (Propos d'une femme lors du focus groupe).

Le réseau Femme et développement en fait d'ailleurs une revendication. Elle dénonce cette répartition inégale des tâches dans le ménage. Dans plusieurs de ces ateliers, le REFED milite pour la répartition équilibrée des tâches dans le ménage.

« Une autre revendication est liée à la répartition équitable des tâches dans le ménage pour permettre à la femme de bien exercer ses activités agricoles. Nous sommes en train de travailler avec les hommes pour les convaincre à opter pour une bonne répartition des tâches dans le ménage », (Propos du REFED lors du Focus Groupe).

Appartenance dans une organisation sociale ou politique.

En majorité, les femmes enquêtées détestent la politique afin d'éviter les problèmes dans leur ménage avec leurs époux et en conséquence le maraîchage ne leur a pas permis d'intégrer les groupements politiques car certaines estiment que c'est du temps perdu à capitaliser pour faire les activités champêtres par exemple. Quant aux organisations agricoles, Certaines femmes y sont pour surtout suivre certaines formations ou encore pour un avantage quelconque.

« Moi je ne fais pas la politique de peur que ça me rapporte des problèmes dans mon foyer mais sinon pour les groupements agricoles comme des ONG nous y sommes pour bénéficier des formations par exemple. Moi je suis responsable des femmes au sein de notre association ». (Entretien avec Sauda BAKALELA du 22 mars 2019, cas d'une femme mariée à un chef de quartier).

« J'évolue au sein d'une organisation agricole entant que membre. Pour les groupes sociaux je n'adhère que quand il y a un avantage ». (Propos d'Henriette KALOMBA du 5 avril 2019).

Du côté des hommes enquêtés la plupart n'encouragent pas leurs femmes à faire la politique. Malgré cela plusieurs femmes arrivent toujours à échapper cette décision de leurs maris et en conséquence elles participent à des activités politiques surtout pendant la période électorale et ceci leur permet de gagner un peu d'argent qui par moment aide le ménage.

« Avec les champs ma femme manque le temps de loisirs. Elle et moi nous sommes plus concentrés à nos activités. Ma femme ne fait pas de la politique mais pendant la campagne électorale, elle peut aller voir les candidats pour avoir 500 FC ou 1000. Avec ma politique je déconseille toujours mais je peux être absent de la maison et elle profite pour aller et quand je reviens elle me fait le compte rendu et là c'est déjà tard ».
(Entretien avec Paul NGANDU du 6 avril 2019).

« Oui dans l'organisation politique aujourd'hui moi et ma femme nous sommes tous membres de l'UDPS. Bon personnellement j'ai toujours demandé à ma femme de s'est désintéressée de la politique mais elle n'a jamais été d'accord avec ma proposition, elle aime toujours être avec moi en politique je n'en fais vraiment pas un problème ».
(Entretien avec Estanis TSHISENSA du 6 avril 2019).

4.2. Discussion des données

La présente étude vise à savoir comment les femmes maraîchères de la ville de Mbuji-Mayi perçoivent leurs rôles dans le maraîchage et l'apport de cette activité vis-à-vis d'elles-mêmes et de la sécurité alimentaire du ménage. Six éléments feront partie de cette discussion, à savoir : l'accès aux ressources, la sécurité (sécurité alimentaire et sécurité physique), les savoirs locaux et les Nouvelles technologies, la destination de la production, la production durable ainsi que la transformation de responsabilités familiale et sociale.

a) Accès aux ressources

La terre, une ressource accessible aux femmes pour un contrôle quasi-inexistant.

Dans cet axe, la question qui a conduit la recherche est de savoir si les femmes maraîchères ont accès aux ressources productives telles que la terre, l'eau, le crédit et les outils agricoles. Plusieurs auteurs ont eu à aborder cette question qui semble être complexe. Coumba (2015) par exemple note que l'accès des femmes aux facteurs de production tels que la terre, se pose encore avec acuité dans plusieurs pays africains dont la République Démocratique du Congo. Dans le contexte de notre étude, cette thèse est mise en cause dans la mesure où nos résultats d'enquêtes et d'observation de terrain attestent que la terre est bien disponible dans la ville de Mbuji-Mayi et les femmes maraîchères y accèdent soit par location ou achat.

Pour la FAO, dans l'ensemble des régions en développement, on observe de façon uniforme qu'une femme a moins de chance de pouvoir prendre des terres en location. Et pourtant dans la ville de Mbuji-Mayi, la réalité est toute autre, les femmes maraîchères établissent leur droit à la terre par le truchement de l'achat ou de location. Il revient de signaler que, dans le cas de location tout comme achat de terrain, il n'y a pas de contrat ou acte de vente par écrit, tout se fait par oral avec les risques de causer les différends à tout moment. Cela renvoie à dire que les femmes n'ont pas la sécurité de la terre. Bien que les femmes nous aient dit avoir accès à la terre, elles n'ont pourtant pas le contrôle de cette ressource. En réalité, elles n'ont que le droit d'usage de la terre car rares sont les femmes qui sont propriétaires de la terre. Ce qui limite leur capacité de production, en effet une terre est amendée pour plusieurs années. Dès lors, s'il n'existe pas de garantie d'accès à moyen ou long terme, il y a un risque soit de perte de fertilité de la terre, soit de dépense pour un amendement dont les femmes ne bénéficieront pas.

Alors que la FAO soutient qu'un accès sécurisé à la terre est indispensable pour produire de la nourriture et créer des revenus. De plus, augmenter l'accès et le contrôle des femmes aux ressources productives permet d'augmenter leurs revenus, via l'augmentation des rendements. Comme nous l'avions relevé dans la partie théorique, ces résultats corroborent l'affirmation de (Charlier et Nuozzi, 2014 voir page 14), qui mentionne que les femmes ont le droit d'usage de la terre et pas le contrôle. Cette situation est la conséquence notamment des facteurs culturels qui limitent les droits des femmes quant au contrôle de la terre. Celles-ci font face au caractère limitatif des droits portant sur la distribution, la répartition et l'héritage de la terre réservés aux hommes.

Pour le Réseau Femme et Développement bien que la femme accède à la terre, il faut plutôt qu'elle ait le contrôle de cette ressource de manière pérenne, (voir la page 43). A la lumière de la problématique soulevée par le REFED, il faudra alors s'interroger pour voir quelle formule mettre en place afin de permettre à la femme de garder la terre le plus longtemps possible, dans la ville de Mbujimayi.

L'eau, une ressource peu accessible aux femmes.

La problématique d'accès et de contrôle des ressources se pose également en termes de l'eau. Selon Charlier et Demanche (2014), si l'accès et le contrôle de la terre constituent bien une contrainte spécifique aux femmes, il en va de même pour l'accès à l'eau, indispensable pour assurer la production agricole. Dans la ville de Mbujimayi, la carence en eau potable est une réalité depuis plusieurs années maintenant. Cette situation s'empire pendant la saison sèche alors que c'est durant cette période que les femmes s'adonnent aux cultures maraîchères. Etant affectées, elles se contentent de l'eau de la rivière pour arroser leurs cultures. Malgré cela, elles continuent à subir car elles ne disposent pas d'outils nécessaires pour le transport de cette denrée de la rivière vers leurs champs et elles s'en plaignent énormément.

Pour faire face à cette difficulté, elles recourent aux moyens rudimentaires dans l'objectif d'arroser leurs cultures maraîchères. Ainsi, elles utilisent les bassins pour transporter l'eau sur leur tête, de la rivière vers les champs (voir la photo numéro 1 à la page suivante). Une situation que plusieurs d'entre-elles ne supportent plus car elles évoquent leur âge comme un facteur qui les empêchent d'effectuer cet exercice qui demande plus de force.

Outre cela, ces femmes recourent par moment aux robinets pour s'approvisionner en eau et pendant cette période, les robinets sont pleins de gens. Alors avoir accéder à l'eau devient un casse-tête pour certaines d'entre-elles telle qu'illustrée dans les images suivantes, (photos 2).



Photo 1 : illustration des femmes faisant le transport de l'eau. (Photo Madeleine).



Photos 2 : une file d'attente au robinet non loin de notre site maraîcher « kasebu » (Photo Madeleine)

Accès au crédit et outils agricoles

Dans la ville de Mbujimayi, les femmes maraîchères n'accèdent presque pas au crédit et aux outils agricoles adaptés. Ainsi, elles sont appelées à recourir aux moyens de bord pour devoir faire le maraîchage avec les maigres revenus. Par conséquent, Les femmes maraîchères rencontrées éprouvent d'énormes difficultés pour accéder aux différents outils et aux intrants agricoles.

Pour faire leurs cultures maraîchères par exemple, elles recourent aux moyens et aux techniques rudimentaires qui exigent plus de force physique. Il s'agit notamment de la houe, du râteau, de la bêche, machette. Les mains de ces femmes sont aussi mises à contribution pour faire les champs surtout quand il s'agit d'arracher les mauvaises herbes.

c) Sécurité

Il est question ici de vérifier comment l'agriculture maraîchère pratiquée dans les zones périphériques, permet-elle aux femmes de participer à la sécurité alimentaire des ménages. Nous allons également savoir si les femmes maraîchères subissent des violences ou pas dans la pratique de leur activité.

Sécurité alimentaire

En référence à notre partie théorique, nous allons aborder cette question en prenant comme indicateurs, pour chaque ménage des femmes qui ont été enquêtées, les repas consommés dans les ménages, le nombre de repas par jour et le mode de consommation (en famille ou à l'extérieur) ainsi que les préférences alimentaires. Selon les résultats de l'enquête MICS de 2010, le Kasaï-Oriental et précisément la ville de Mbujimayi a perdu son autosuffisance alimentaire et est affectée aujourd'hui par les problèmes alimentaires et nutritionnels (voir la page 22). Comme nous l'avons vu dans notre partie théorique, la situation des indicateurs sociaux est globalement mauvaise. Cependant, les femmes maraîchères de la ville ont une autre vision de faits. Pour elles, la production du maraîchage est une source importante pour l'alimentation dans le ménage. Outre, le fait que les produits du maraîchage sont les plus consommés dans différents ménages de la ville de Mbujimayi, ceux-ci sont commercialisés pour les achats des autres compléments de repas mais aussi pour assurer les autres besoins qui se présentent dans les ménages. Il est intéressant de noter également que la production reste un bien consommé localement.

Ceci vient appuyer l'idée de Caloen, (2015) qui note que les revenus générés par le maraîchage ont pour objectif la satisfaction des besoins socioéconomiques du ménage. Parmi ceux-ci figurent les besoins alimentaires. Le même avis est partagé par Masiala et Lebailly, (2018), qui note que le maraîchage permet de lutter contre l'insécurité alimentaire. Toutefois, il faudra noter que même si la production maraîchère joue ce rôle d'alimentation dans le ménage dans la ville de Mbujimayi, elle reste cependant monotone.

Par monotonie nous voyons le fait que différents ménages consomment les mêmes repas chaque jour à base de légumes tels que les amarantes, les feuilles de manioc et les feuilles de patate douce qui sont le plus cultivés par les femmes maraîchères. Dans les habitudes alimentaires dans la ville de Mbujimayi, les légumes occupent une place de choix dans le panier ménager de manière quotidienne. Ces repas sont consommés une fois par jour et le mode de consommation le plus en vogue est la famille (les membres du ménage consomment tous le repas à la maison et pas dans les restaurants) car plusieurs soutiennent que cela leur permet d'être beaucoup plus économiques. Pour la plupart, les aliments consommés ne répondent pas aux préférences alimentaires de ménages mais ils sont juste consommés à cause de la faim mais aussi parce que ce sont les aliments disponibles.

En outre, la production maraîchère se révèle réellement une activité de survie pour plusieurs ménages dans la mesure où bon nombre de besoins familiaux sont remplis grâce aux revenus du maraîchage. Il s'agit par exemple du paiement du loyer, de la scolarisation des enfants, de la nourriture dans le ménage et à d'autres besoins tels que l'achat de vêtements pour les personnes faisant partie du ménage comme cela est bien mentionner dans notre diagramme causal qui explique les facteurs de la pratique de la culture maraîchère dans un contexte de crise socio- économique (voir la page 11). Bien que la question de soins de santé ne fasse partie de notre étude, il s'avère nécessaire de signaler qu'elle reste une préoccupation majeure des femmes. Plusieurs maraîchères que nous avons rencontrées ont également fait remarquer que certains de leurs revenus sont investis dans les soins de santé de membres du ménage.

D'après les estimations du PNUD, l'activité extractive de diamant a créé il y a quelques années (2008) environ 200.000 emplois. Ces activités diamantifères ont permis à l'époque à plusieurs familles de subvenir aux besoins familiaux. La faillite de l'une des plus grandes sociétés minières (MIBA) a entraîné une importante perte d'emplois, (voir la page 21). A cet effet, nous nous interrogeons pour savoir si l'activité maraîchère a pris à ce jour la place de la mine qui fournissait des revenus à des nombreuses familles sur la ville ? La réponse est oui car plusieurs femmes qui s'adonnent au maraîchage dans la ville de Mbujimayi le font pour subvenir aux besoins de leurs familles après que leurs époux aient été licenciés soient après la faillite de la société Minière de Bakwanga et se sont retrouvés au chômage. Mine qui était à l'époque le poumon de l'économie de la ville mais aussi de la RDC toute entière.

Ces résultats confirment la position de Musibono(2011), qui note que l'agriculture périurbaine comme le maraîchage est considérée à ce jour comme réponse au chômage qui se vit dans les familles congolaises (voir la page 24). Dans le bon nombre de ménages ce sont les femmes qui fournissent les revenus aux ménages. Cependant, ces revenus n'arrivent pas à couvrir tous les besoins du ménage. Dans nos enquêtes, seule dans une famille des personnes travaillaient à la mine. Mais comme signalé dans la partie théorique, ce n'est pas la réalité de toute la région, en effet, beaucoup de familles se tournent vers le travail de la mine, même les enfants peuvent y être exploités, la prostitution infantile et des femmes est une réalité comme affirmé dans la partie théorique de la présente étude.

Sécurité physique ou violences.

Comme le fait remarquer, (Matundu, 2016) les violences faites aux femmes étant présentes dans toute société, lorsque l'insécurité s'installe dans une communauté, les femmes sont instantanément en danger. Dans les mines par exemple les femmes sont victimes de prostitution et subissent de violences intrafamiliales quand elles sont battues par leurs conjoints jusqu'au point où on les ravit les outils de travail et elles subissent par fois de violences physiques sans précédent. Cette situation semble être permanente sur dans la ville où les femmes sont victimes de plusieurs violences. Mais Selon nos enquêtes, les femmes maraîchères de leur côté disent ne pas subir de violence familiale ou autre. Pour la plupart de cas, elles disent simplement faire face au vol de leurs produits. Dans la ville de Mbujimayi, les femmes s'expriment avec beaucoup de facilité sans beaucoup de crainte. Et une grande majorité des femmes nous ont affirmé qu'il n'existe pas beaucoup de cas de viols dans leurs communautés par peur de la sorcellerie.

Par contre, les abus physiques sont plus fréquents dans les couples et ne sont pas dénoncés par celles-ci par peur de perdre leur mariage. Le REFED, évoque le fait que les femmes maraîchères n'ont pas la liberté d'expression dans leur ménage et ce sont les hommes qui leur imposent plus leur point de vue que ça soit pour la pratique du maraîchage ou encore pour la gestion du ménage. Et cela est bien présent dans des nombreuses familles dans la ville de Mbujimayi. En effet, ce sont les hommes qui sont considérés comme le chef du ménage selon la culture locale et par conséquent ce sont eux qui doivent prendre les grandes décisions de la famille et la femme doit simplement obtempérer pour manifester le respect envers son mari.

Outre les violences familiales, les femmes subissent également les violences extrafamiliales comme de mauvais sort qui leur sont jetés par des personnes simplement jalouses des activités qu'elles entreprennent. Ce phénomène appelé « kasonda » en langue locale est vécue par plusieurs personnes qui s'adonnent à l'agriculture. Curieusement, les femmes qui subissent toutes ces violences ne le dénoncent pas, C'est dans ce contexte que nous appuyons l'argumentaire de (Rachidi, 2015) qui parlent des femmes silencieuses qui sont réticentes pour dénoncer les abus dont elles sont victimes (voir la page 26).

c) les savoirs locaux et les Nouvelles technologies

Dans cet axe, la question qui a conduit la recherche est de savoir si les femmes ont accès aux nouvelles technologies par exemple le GSM et quel usage en font-elles (par exemple connaître les prix des produits, donc il s'agit d'une façon de commercialiser par exemple via les nouvelles technologies). Quant aux savoirs locaux nous avons cherché à savoir ce que les femmes font par rapport aux semences, au mode de production...Ceci étant nos résultats démontrent que dans la ville de Mbujimayi, les femmes maraîchères ne recourent presque pas au GSM pour la commercialisation de leurs produits. Pour la plupart d'entre elles le GSM n'est pas une priorité vu que leurs revenus sont maigres et doivent en premier position être affectés aux besoins élémentaires de la famille comme la nourriture.

Pour connaître, le prix de produits sur le marché par exemple, ces femmes peuvent communiquer de bouche-à-oreille ou carrément faire un tour sur le marché pour en être informée. Dans leurs discussions dans les champs, elles peuvent aussi partager les différentes informations sur le prix de produits maraîchers. Sinon en ville, ces femmes connaissent les prix des produits selon les périodes de l'année. Ainsi par exemple, en période de pluie les produits coûtent moins chers car ils sont cultivés aussi dans des familles. C'est par contre, en période sèche où les légumes deviennent rares sur le marché et augmentent de prix et ces femmes le savent déjà. Charlier et Nuozi (2014) note que par leurs nombreuses connaissances (semences, terroirs, tradition), les femmes détiennent des savoirs qui permettraient de réinsérer la production dans son environnement naturel et humain, et donc de pratiquer l'agroécologie (voir la page 17).

Ce point vu corrobore nos données de terrain, dans la ville de Mbujimayi, les femmes détiennent de savoirs locaux qui leur permettent de faire le maraîchage suivant les pratiques ancestrales. Par exemple, dans la ville de Mbujimayi, les femmes ne dépendent seulement pas du marché pour s'approvisionner en semences, elles ont aussi une autre façon de faire. Au lieu d'acheter, ces semences sur les marchés, certaines préfèrent plutôt stocker leurs propres cultures et les sécher pour les utiliser plus tard comme semences. Cette technique est moins coûteuse pour les maraîchères car elle leur permet de faire des économies mais aussi de cultiver les produits qui sont des qualités pour la consommation alimentaire dans la mesure où sur les marchés certaines semences sont déjà détériorées. Les femmes de Mbujimayi optent pour le mode de production traditionnelle. Elles recourent plus aux engrais organiques (fumier) pour faire le maraîchage. Ces engrais sont transportés sur la tête dans des seaux fabriqués localement à partir de bidons, (elles prennent les bidons entiers qu'elles coupent pour faire des seaux). Ces femmes découragent l'utilisation des produits chimiques car non seulement ils coûtent chers mais aussi et surtout parce qu'ils détruisent la terre qui déjà est fertile et adaptée aux cultures de bonne qualité.

Les études de la FAO (2011) et de la BAD (2015), observent de mesures discriminatoires à l'endroit des femmes qui ne bénéficient pas des outils de production comme les charrettes, motoculteurs, et évoquent cela comme des difficultés auxquelles, les femmes font face. Cependant, dans la ville de Mbujimayi, les femmes ont mis en place des savoirs locaux pour contourner ces difficultés. A l'instar de la plupart des sites maraîchers de Mbujimayi, ces femmes se servent des outils traditionnels comme moyens de production. Les maraîchères recourent à la houe ou la bêche pour le sarclage, le râteau, l'arrosoir et évidemment, les mains et la force musculaire. Il n'y a pas encore l'usage des outils modernes pour faire le maraîchage. Pour arroser leurs cultures par exemple, ces femmes transportent l'eau dans le bassin sur la tête de la rivière jusque dans les champs et ne font pas usage aux charrettes comme le mentionnent la FAO et la BAD.

d) la production durable

Nous avons cherché à savoir comment se fait la production. Est-ce que les femmes associent les plantes utilisent les excréments des animaux ou encore les pesticides pour faire le maraîchage. Dans la ville de Mbujimayi, les femmes ne recourent pas aux engrais chimiques. Elles utilisent plutôt les déchets organiques pour pratiquer leurs cultures. Elles estiment que dans leur site la terre est déjà fertile et il n'y a pas la raison de recourir aux pesticides. Pour ces femmes bien que les pesticides puissent permettre de récolter plus dans un délai record comme l'estiment certaines personnes, elles voient en cela un risque non seulement de rendre la terre de moins en moins fertile mais aussi le danger de faire consommer à la population les produits à haut risque. Mais sinon, certaines femmes déclarent y recourir par moments à une petite dose de pesticides surtout pour les terres qui ne sont plus adaptées aux cultures pour avoir été utilisées pendant plusieurs années. Dans leurs cultures, ces femmes recourent en grand nombre à l'association des différentes cultures comme elles sont plus locataires de terres et ne bénéficient pas de grands espaces.

e) La destination de la production.

Au niveau de cet axe, il est question de savoir si les femmes commercialisent les produits issus des activités maraîchères et comment font-elles pour assurer la commercialisation. Savoir comment, elles sont au courant des prix. Les femmes maraîchères commercialisent une part de leurs produits et une autre partie est consommée dans leur ménage pour la nourriture quotidienne. Plusieurs vendent leurs produits pour avoir des revenus afin non seulement de se procurer les semences mais aussi pour acheter d'autres aliments qui manquent à la maison et donc prendre soins du vécu quotidien de leur ménage. Pour Moustier et Mbaye (1999), l'agriculture périurbaine pratiquée dans les villes et dans leurs périphéries joue donc, un rôle croissant pour approvisionner les villes. Cependant, à Mbujimayi, les femmes maraîchères vendent leurs produits dans les champs. Il s'agit d'une production locale car les produits maraîchers sont vendus dans l'entourage du milieu de production.

En réalité, Mbujimayi est une ville enclavée qui manque de routes et pour les quelques routes qui existent, elles sont pour la plupart dans un état délabré. Ainsi, les femmes n'ont pas la possibilité d'atteindre les grands centres pour vendre les produits.

Elles préfèrent, effectuer leur vente localement, question d'avoir des revenus dont elles ont besoin pour la survie du ménage. C'est là que nous rejoignons la FAO, qui estime que non seulement les femmes affectent la grande partie de leur production agricole dans la consommation familiale, mais aussi elles tiennent la majeure partie liée à la consommation locale, (Voir la page 22).

f) Transformations de responsabilités familiales et sociale

A ce niveau notre question principale est celle de savoir si la participation des femmes aux activités productives permet le changement dans les rapports de genre au sein de la famille et de la communauté. Pour y arriver, nous allons revenir sur les rôles des femmes dans le maraîchage, l'apport de l'homme et des enfants dans le maraîchage, le rapport de genre et du pouvoir dans le ménage avec un accent sur la décision dans la pratique du maraîchage, le Changement des rôles de la femme dans le ménage et l'appartenance dans une organisation sociale ou politique.

Charlier et Nuoizzi, (2014) note que la responsabilité quant à la sécurité alimentaire de la famille ne peut reposer uniquement sur les épaules des femmes, elle doit être plutôt partagée avec les hommes. Cela signifie que le partage des tâches reproductives entre les femmes et les hommes est une priorité essentielle dans les stratégies alimentaire. Cependant, dans le contexte de la ville de Mbujimayi, les femmes travaillent presque seules dans la pratique du maraîchage et ne bénéficient pas du tout ni du concours de leurs maris ni moins encore de leurs enfants et pourtant cette activité est une source de revenus pour le ménage. Qu'à cela ne tienne, il faudra noter que la pratique du maraîchage a permis l'évolution des rôles des femmes dans le ménage. Plusieurs d'entre elles contribuent à la survie de leur ménage mais aussi elles sont devenues en réalité le chef de leurs ménages car ce sont elles qui fournissent des revenus pour subvenir aux besoins du ménage que ça soit en l'absence l'homme ou même quand il est là.

Aujourd'hui, elles sont devenues un appui incontournable pour la survie du ménage et leurs époux s'en réjouissent énormément. Grâce à leurs activités, ces femmes maraîchères ont une certaine valeur dans la société et sont une référence dans la ville pour la production des légumes. Même s'il y a changement des rôles cela ne modifie pas les rapports de genre, c'est-à-dire avec l'homme qui continue à être considéré comme principal décideur et responsable du ménage.

C'est à ce titre que l'homme continue à occuper son rang de chef de ménage selon la culture luba et pour cela il a le droit de regard sur les activités que mènent la femme. C'est ainsi que dans le cadre de notre étude, les femmes sont privées de la prise de décisions en rapport avec le maraîchage par exemple pour le choix des cultures, le mode de production ou encore l'accès aux moyens financiers. Cette situation arrive le plus avec les familles agricoles. Dans d'autres ménages cette mission incombe à la fois aux hommes et aux femmes. Et pourtant, selon (Charlier et Demanche, 2014) qui parlent de l'agroécologie comme un instrument pour l'autonomisation des femmes mettent en exergue le fait que les femmes doivent avoir une place dans le processus de décision, (voir la page 17). Bien que les rôles des femmes aient évolué, elles restent encore attachées aux travaux ménagers comme cela est d'ailleurs de coutume dans la ville de Mbujimayi.

Pour le cas de notre étude, la pratique du maraîchage n'a pas permis aux femmes de s'intégrer dans les groupements politiques. Plusieurs estiment que c'est du temps perdu à capitaliser pour faire les activités champêtres. En réalité, il s'agit plus d'un problème culturel. En effet, Dans la société traditionnelle luba la femme est plus appelée à exercer des fonctions telles que les champs. Quant à la participation de la femme à la vie politique par exemple, la culture luba dans sa dimension traditionnelle ne la favoriser pas (Tshibanza, 2012). Une femme qui s'intéresse à la politique chez le luba est mal vue dans la société, elle est considérée comme une femme légère. Quant aux organisations agricoles, les femmes s'y retrouvent et pour le REFED, l'objectif est de promouvoir le leadership féminin (voir la page 37). Mais pour les femmes par exemple, elles ont une autre vision de choses, elles se retrouvent dans ces associations pour plutôt bénéficier de formations mais aussi pour avoir de financement. La question du leadership féminin les intéresse moins. Pour (Monde selon les femmes, 2014), La coresponsabilité passe également par la garantie d'un espace de vie sans violence. Or, aux nombreuses discriminations que subissent les femmes en raison de leur genre, il faut ajouter les violences intrafamiliales et sociétales. Pour la ville de Mbujimayi, les femmes font également face à des violences qui viennent soit de la famille ou encore de la communauté mais elles restent silencieuses (voir la page 26).

CONCLUSION

Notre mémoire a porté sur le maraîchage périurbain pratiqué par les femmes dans la périphérie de la ville de Mbujimayi, zone minière. Nous avons voulu savoir comment, ces femmes analysent leurs rôles dans le maraîchage et l'apport de cette activité vis-à-vis d'elles-mêmes et de la sécurité alimentaire du ménage. L'objectif de cette recherche était de mettre en évidence, la spécificité du rôle de femmes dans le maraîchage périurbain. Nous avons mis en exergue, les stratégies des femmes maraîchères au sein de l'agroécologie. Ce, dans le souci de voir comment l'agroécologie peut transformer les rapports de genre dans la communauté ou encore dans le ménage.

Pour ce faire, nous avons postulé d'une part que les femmes maraîchères s'organisent en collaboration avec les membres de leurs familles à savoir leurs maris et leurs enfants pour pouvoir réaliser cette activité qui permet la survie de la famille d'une part. Et d'autre part, les femmes ont leur analyse de l'impact de leur travail dans l'agriculture péri-urbaine en lien avec : leurs difficultés d'accès aux ressources, la sécurité alimentaire de leur famille mais également les effets par rapport à leur développement personnel ainsi que les changements dans les rapports de genre (au sein de la famille et de leur communautés). Ainsi pour vérifier nos argumentaires de départ, nous avons réalisé notre recherche de terrain auprès des femmes maraîchères de la ville de Mbujimayi mais aussi les hommes et les autorités politico-administratives locales ainsi que l'une des structures engagées dans la défense des droits de femmes.

Quant à nos résultats de terrain, ils démontrent que les femmes maraîchères de la ville de Mbujimayi, travaillent presque seules dans la pratique de cette activité et ne bénéficient d'aucun apport des autres membres de leurs ménages. Et pourtant, le maraîchage permet aux femmes d'assurer la survie de leurs ménages. Ce sont elles qui procurent la nourriture aux ménages, scolarisent les enfants, payent le loyer et remplissent aussi d'autres besoins élémentaires de la famille ainsi que leurs propres besoins en tant que femmes. Pour ce qui est de l'accès aux ressources telles que la terre, l'eau, le crédit et les outils, ces femmes éprouvent d'énormes difficultés pour y accéder. Concernant, l'accès à la terre, les maraîchères de la ville de Mbujimayi disent n'avoir pas de problème. Bien qu'elles aient cet accès, elles n'ont cependant pas le contrôle sur celle-ci.

Pour faire le maraîchage, ces femmes associent les cultures et recourent plus aux excréments des animaux. Plusieurs d'entre elles recourent aux moyens et aux techniques rudimentaires qui exigent plus de force physique pour pratiquer cette activité. Aujourd'hui, les femmes maraîchères sont considérées comme des actrices incontournables dans la survie de leurs ménages. Un apport reconnu aussi par les autres membres du ménage (particulièrement les maris) mais aussi par la communauté. Autrement, cette activité productive a permis quelque peu aux femmes de changer les responsabilités au sein du ménage dans la mesure où les femmes apportent leurs revenus pour la survie de leurs ménages. Mais cela n'a pas changé les tâches telles qu'elles sont établies dans le ménage et dans la société. Même si les femmes sont lancées dans cette activité productive, cela ne les empêche pas de remplir leurs rôles de femme dans le ménage. Les hommes quant à eux gardent leur rôle du chef de ménage.

Aujourd'hui nous pouvons dire que, le maraîchage peut dans une certaine mesure prendre la place de la mine qui fournissait des revenus à des nombreuses familles sur la ville car il est une source des revenus pour plusieurs ménages. Dans bon nombre de ménages, ce sont les femmes qui fournissent les revenus aux ménages. Cependant, ces revenus n'arrivent pas à couvrir tous les besoins du ménage. Dans nos enquêtes, seule dans une famille des personnes travaillaient à la mine. Mais ce n'est pas la réalité de toute la région, en effet, beaucoup de familles se tournent vers le travail de la mine, même les enfants peuvent y être exploités, la prostitution infantile et des femmes est une réalité. Dans les mines par exemple les femmes sont victimes de prostitution et subissent de violences extra et intrafamiliales. Cette situation semble être permanente sur la ville où les femmes sont victimes de plusieurs violences. Mais selon les femmes maraîchères enquêtées, elles ne subissent aucune violence en dehors du vol.

Au terme de cette étude, nous notons que notre premier argumentaire est infirmé : les femmes maraîchères ne travaillent pas en collaboration avec leurs enfants et maris pour réaliser cette activité qui permet la survie du ménage. Elles évoluent presque toutes seules dans la pratique du maraîchage. Quant à notre Deuxièmement argumentaire, il est confirmé : dans l'analyse de leurs rôles, les femmes qui évoluent dans l'agriculture maraîchère périurbaine mettent en exergue l'impact de leur travail dans cette activité.

Dans leurs discours, elles reviennent plus sur leurs difficultés d'accès aux ressources, à la sécurité alimentaire de leur famille mais également les effets par rapport à leur développement personnel ainsi que les changements dans les rapports de genre (au sein de la famille et de leurs communautés). Ces femmes parlent moins de leurs difficultés quant à l'accès à la terre et mettent en exergue plus leurs difficultés pour accéder à l'eau et aux outils agricoles. Elles parlent également du fait que le maraîchage leur a permis de subvenir aux besoins de leur ménage mais aussi à leurs propres besoins en tant que femmes. Pour elles, c'est grâce au maraîchage que leurs époux et la communauté les considèrent aujourd'hui comme des actrices importantes dans la société.

Ceci étant, il est important de revisiter les conditions de travail de ces femmes maraîchères, qui font face à des mesures discriminatoires pour exercer les activités productives et ont la grande charge pour la survie du ménage. Nous estimons qu'il faudra un accès équitable et un contrôle des ressources productives par les hommes et les femmes mais aussi penser une répartition réfléchie de tâches entre les membres du ménage pour éviter la surcharge des femmes qui, en même temps doivent subvenir aux besoins de la famille. L'Etat congolais doit donc s'investir pour matérialiser les stratégies nationales en matière de genre dans l'agriculture qui n'existent que dans le discours et les mettre en application. Pour nous, il s'avère important aussi de mettre en place une structure locale (par exemple une ONGD) qui aura la mission d'accompagner les femmes et de veiller à toutes les questions soulevées ci-dessus pour arriver à lutter contre toutes ces discriminations mais aussi permettre aux femmes d'améliorer leurs manières de travailler pour gagner plus de gain.

Nous estimons que les études en genre sont bien larges et certainement dans le cadre de cette étude nous n'avons pas pu aborder certains aspects. Par exemple, la question minière qui constitue la spécificité de la ville de Mbuji-Mayi et qui nécessite davantage d'intérêt et de recherches sur les réalités vécues par les femmes, les données restent faibles et non sexospécifiques. En effet, les mines restent, un lieu où se vivent des discriminations sans précédent. Cette question nous semble presque oubliée et nous pouvons nous y lancer. Outre cet aspect, nous pouvons également parler de l'impact des mines en lien avec les femmes mais aussi les jeunes filles qui se prostituent dans les mines. A notre avis, ces questions donnent l'impression d'être des sujets tabous dans la mesure où on en parle moins surtout dans les villages.

Au terme de cette étude, nous devons avouer qu'il n'a pas été facile pour nous de mener cette recherche. Nous avons fait face à plusieurs difficultés. D'abord, la durée de notre séjour dans la ville de Mbuji-Mayi, qui était réduite pour devoir mener notre recherche. De plus, la machine administrative du pays fonctionnant au ralenti, il n'était pas évident de rencontrer nos différents interlocuteurs pour obtenir les informations nécessaires. A cela s'ajoutent les contraintes sociales, mais aussi académiques liées aux échéances et à la transcription des données. Il a fallu des sacrifices énormes pour arriver à réaliser ce travail. Consciente de toutes ces réalités d'avance et imaginant ce qui nous attendait au retour, nous nous sommes lancés avec optimisme et détermination malgré la fatigue du corps et le stress. En dépit de toutes ces contraintes, nous sommes arrivés à produire ce travail, fruit des sacrifices énormes.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

1. ALBARELLO Luc, (2011). « *Choisir l'étude de cas comme méthode de recherche* ». Bruxelles, De Boeck. Coll. Méthodes en sciences humaines, p 144.
2. CHARLIER, S. & DEMANCHE, D., (2014). « *Perspectives de genre pour l'agroécologie - Regards croisés sur la souveraineté alimentaire* », Bruxelles, Cief genre du Monde selon les femmes, p.143.
3. CAMPENHOUDT L., (2017). « *Manuel de recherche en sciences sociales* ». France. Dunod, p.383.
4. DEPELTEAU, F., (2011). « *La démarche d'une recherche en sciences humaines : De la question de départ à la communication des résultats* ». Les Presses de l'Université Laval. De Boeck Université. Québec, p 430.
5. KANKONDE M, TOLLENS E., (2001). « *Sécurité alimentaire au Congo-Kinshasa: production, consommation et survie* ». Harmattan, p. 478.
6. LOCOH T. et al, (2007).« *Genre et sociétés en Afrique : implications pour le développement* ». Paris. Ined, p 432.
7. MIANDA G., (1996). « *Femmes africaines et pouvoir : les maraîchères de Kinshasa* », Paris, Harmattan, p. 193.
8. PAILLE P. et MUCCHIELLI A., (2008). « *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* ». Paris, éd. Armand colin.
9. PAILLE P, MUCCHIELLI A., (2012). « *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* ». Paris. Dunod.
10. PILON M., (1996). « *Les femmes chefs de ménage en Afrique: contribution à un état des connaissances* », in Bisilliat J. (dir.). Femmes du Sud, chefs de famille, p. 235-256. Paris, Karthala, 410 p. (Actes d'un colloque, Paris, 1994).
11. SHOMBA KINYAMBA S., OLELA NONGA D., (2015) .« *Monographie de la ville de Mbujimayi* ». Kinshasa. Medias Paul, p. 103.
12. VERHEIJ E. et HENK W., (2008), « *Le jardin potager dans les zones tropicales* », Fondation Agromisa et CTA, p 106.

Articles

1. CHARMES J., (2005), « *Femmes africaines, activités économiques et travail : de l'invisibilité à la reconnaissance* », in *Revue Tiers Monde* 2005/2 (n° 182), p. 255-279. DOI 10.3917/rtm.182.0255.
2. CHARLIER S., NUOZZI C., (2014), « *Agroécologie, plaidoyer pour une perspective de genre. Lutte contre la malnutrition et pour une souveraineté alimentaire* », *Le Monde selon les femmes*, Bruxelles, p.16.
3. KAKUNGA S., (2015), « *République Démocratique du Congo : Une certaine idée du féminisme* », *centre tricontinental*, p. 5.
4. KUEPIE M. (2005), « *Revenu du chef de ménage et stratégies de survie des ménages pauvres : une comparaison Dakar/ Bamako* », in UEPA (eds) *Etude de la population africaine*, Vol. 19 Supplément A, pp 85-113.
5. LALLAU B. & DUMBI C. (2007), « *L'éthique du mayélé : les fins et les moyens de la "débrouille" dans la filière maraîchère de Kinshasa* », *Mondes en développement* 2007/1 (n° 137), p. 67-80. DOI 10.3917/med.137.0067
6. MASIALA BODE, M., KINKELA SAVY, C., LEBAILLY, P., (2018), « *Fragilisation des revenus maraîchers par la progression des zones urbaines en périphérie de Kinshasa (R.D. Congo)* ». *Mondes en développement*, 181,(1), 115-130. doi:10.3917/med.181.0115. Consulté le 10 novembre 2018.
7. MASIKA L.,(2009). « *Réflexion sur la politique agricole congolaise* ». http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Reflexions_politique_agricole_congolaise_LMK.pdf Consulté le 10 janvier 2019.
8. MOUSTIER P., PAGES J., (1997). « *Le péri-urbain en Afrique : une agriculture en marge ?* ».In: *Économie rurale*. N°241, pp. 48-55;doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1997.4888>. Consulté le 4 février 2019.
9. MOUSTIER, P., MBAYE, A. (1999). « *Introduction générale In Agriculture périurbaine en Afrique subsaharienne* », *Colloques*, Moustier P. et al. (éds.), Montpellier, France, CIRAD, pp. 7-17.
10. OOSTERVELD, V. , (2005). « *The Definition of "Gender" in the Rome Statute of the International Criminal Court: A Step Forward or Back for International Criminal Justice?" Harv*». *Hum. Right J.* 18: 55.

11. PHI, WFP, UNSCN, ACF,(2012), « *Enhancing women's leadership to address the challenges of climate change on nutrition, security and health* », [URL : <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp245370.pdf>]

Rapports

1. BAD (2015), « *Autonomiser les femmes africaines : plan d'action: Indice de l'égalité du genre en Afrique 2018* ».
2. BONGIWE N. & KAARIA S., (2015), « *Les femmes et l'agriculture Le potentiel inexploité dans la vague de transformation* ».
3. CRONGD, CEFOP-DH, GAERN, (2011). « *Chemin de la mine : Quelles perspectives pour les droits de l'enfant des mines du Kasai-Oriental* », Mbujimayi, p. 106.
4. FAO, (2004), « *Rapport National sur le développement humain : insécurité alimentaire et vulnérabilité aux Comores 2003-2004* », 66 p.
5. FAO, (2011), « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Le rôle des femmes dans l'agriculture : combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement* ». Rome, copyright@fao.org.
6. FAO (2013), « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture – Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition* », Résumé, Rome [URL : <http://www.fao.org/docrep/018/i3301f/i3301f.pdf>] consulté le 30 janvier 2019.
7. INS, (2011). « *Résumé exécutif : résultats de l'enquête approfondie sur la sécurité alimentaire des ménages dans la province du Kasai-Oriental* », p.8
8. MAHRH. (2007). « *Analyse de la filière maraichage au Burkina Faso* », p 127.
9. Matundu, A., (2016). « *Enquête sur les violations des Droits Humains subies par les femmes congolaises dans l'exploitation des mines artisanales dans la province du Haut Katanga République Démocratique du Congo* ».
10. Mbikayi, F., (2015). « *Rapport d'enquête sociale dans les sites miniers d'exploitation artisanale de diamant dans la province du Kasai- Oriental en République Démocratique du Congo* ».
11. Rachidi Kabamba.,(2015), « *Etat des lieux de l'implication de la femme dans le secteur minier en République Démocratique du Congo* ».

12. Tshibanza, C. (2014). « *Contexte du rapport CAIXA 2012-2014 et histoire du projet Ditunga* », Centre de recherche et documentation sociale, p 33-50.

Mémoires et Thèses

1. GONROUDOBOU, O. D. (1985- 8). « *Economie de la production maraîchère dans les quartiers périphériques de Porto-Novo au Bénin* ». Thèse d'ingénieur agronome, UAC / FSA Benin.
2. MUSITU L. W., (2006- 8). La femme congolaise : pilier de l'économie informelle en milieu urbain. Post doctorat en sociologie du développement, Berlin, Université Humboldt.
3. NDUMBI C., (2016-12), « *Quel avenir pour les ménages maraichers en RDC* ». Thèse en sciences économiques, à Lille 1.
4. NZAZI, T., (2018-8). « *Agriculture périurbaine, sécurité alimentaire et autonomisation des femmes : Cas des femmes maraîchères de la vallée de Kimuenza à Kinshasa en République Démocratique du Congo* ». Mémoire en master en Sciences de la population et du développement, Université Catholique de Louvain.
5. ROBINEAU O., (2013-12), « *Vivre de l'agriculture dans la ville africaine. Une géographie des arrangements entre acteurs à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso* », Thèse dedoctorat, https://tel.archivesouvertes.fr/file/index/docid/917958/filename/ThA_se_O_Robineau_2013.pdf. Consulté le 27 Novembre 2018.
6. VAN CALOEN, AURELIEN et DAGNEAU DE RICHECOUR, (2015). « *Le maraîchage agroécologie comme réponse à l'insécurité alimentaire au Burkina Faso : analyse et potentiel de création d'une filière commerciale* ». Louvain School of Management, Université catholique de Louvain, 2015.

Sites web

1. <http://www.fao.org/3/a-al936f.pdf> consulté le 30 mai 2019
2. <http://www.genreenaction.net/COMPRENDRE-LE-CONCEPT-GENRE.html>, consulté le 11 Avril 2019.
3. <https://journals.openedition.org/lectures/19627>
4. <http://www.fao.org/docrep/x0233f/x0233f02.htm>, consulté le 10 mai 2018.
5. <http://vertigo.revues.org/10818>; DOI : 10.4000/vertigo.10818.

6. <https://www.radiookapi.net/sans-categorie/2008/03/10/mbuji-mayi-prostitution-et-exploitation-des-enfants-dans-les-mines-de-diamant>
7. <http://www.ipar.sn/Genre-et-foncier-une-equation-non-encore-resolue-au-Senegal.html>
8. <https://www.droitcongolais.info/files/PNUD-Rapport-National-sur-le-developpement-Humain.pdf>

ANNEXES

1. Guide d'entretiens

Questionnaire d'enquête (femme)

Bonjour,

Je m'appelle MUADI KASHIBA Madeleine étudiante en Master de spécialisation en Environnement, Développement et Sociétés. Dans le cadre de mon mémoire, j'aimerais échanger avec vous sur quelques thèmes notamment l'agriculture périurbaine, le maraîchage féminin et la sécurité alimentaire du ménage. Pour ce moment d'échange autour de ces thèmes je vous garantis la confidentialité totale et pour cela je n'utiliserais que votre prénom. À tout moment n'hésitez pas de poser de questions d'éclaircissement si vous en avez. Merci de votre disponibilité.

Module I : Identification de l'enquêté (e).

- Sexe :
- Prénom :
- Age :
- Niveau d'études (dernier diplôme ou dernière classe atteinte) :
- Nombre de personnes dans le ménage :
- Statut professionnel du conjoint :
- Milieu de résidence (par exemple milieu urbain, rural et périurbain):
- Etat matrimonial :

Module II : Présentation de l'activité maraîchère

- Depuis quand avez-vous commencé à exercer l'activité maraîchère ?
- Quelles ont été les motivations qui vous ont poussées à vous lancer dans cette activité ?
- Quels objectifs poursuivez-vous en exerçant le maraîchage ?

- Quels sont les avantages que vous procure l'activité maraîchère ? Pour vous-même et pour votre ménage ?.
- Vous arrive-t-il de rencontrer des difficultés dans la pratique du maraîchage si oui, lesquelles ?
 - Accès aux ressources (la terre, l'eau, les intrants (engrais, produits phytosanitaires, ...)
 - l'accès aux savoirs ? aux nouvelles technologies ?

Module III : Production

- Quel genre des produits cultivez-vous ? comment travailler vous en maraîchage : association de cultures (lesquelles), intrants chimiques, organiques ?
- Sur quelle superficie emblavez-vous ? (Par exemple le nombre de plates -bandes)
- D'où viennent les semences que vous utilisez ?
- Comment organisez-vous la main d'œuvre ? autrement dit avec qui vous travaillez ?
- En dehors des membres de votre ménage vous arrive-t-il de recourir à une main-d'œuvre extérieure ? si, oui expliquez-moi d'avantage
- Bénéficiez-vous d'un crédit pour financer votre activité maraîchère ?

Module IV: Destination de la production : accès au marché.

- Tous vos produits agricoles sont-ils commercialisés ? (expliquez d'avantage)
- Comment se passe la vente de ces produits maraîchers ? (vente directe sur le lieu de production ou sur le marché ?)
- Qui participent à la vente de ces produits maraîchers ?
- Quels sont les produits du maraîchage que vous consommez le plus dans votre ménage ?

- Utilisez- vous les GSM pour vous aider dans la commercialisation (connaissance des prix sur d'autres marchés ou négocier la vente avec les clientes) ou pour d'autres utilisations.

Module V Sécurité : Consommation alimentaire du ménage.

- Comment se passent les repas chez vous ? Repas en famille ? (tous les repas ensemble ou parfois certains repas sont pris à l'extérieur (pour raisons économique)?)
- Quels sont les aliments de base de votre ménage ?
- Quelle est la source de provenance des produits que vous consommez dans votre ménage ?
- Combien de fois consommez-vous ces aliments par jour ?
- Ces aliments répondent-ils à vos préférences ?

Module VI : Revenus

- Quelle est l'estimation de votre revenu mensuel issu du maraîchage ?
- Où investissez-vous les revenus de cette activité maraîchère?
- En dehors du maraîchage avez-vous d'autres activités qui vous rapportent un revenu si oui, lesquelles ?
- Par rapport au revenu du ménage laquelle de ces activités vous rapporte un peu plus de revenus ?
- En dehors du revenu maraîcher, est-ce que votre ménage a d'autres sources de revenus ? si oui, de qui proviennent-ils ?

Module VII : Transformation des responsabilités familiale et sociale en lien avec la pratique du maraîchage ?

- Quel est votre rôle en tant que femme dans la pratique du maraîchage ?
- En dehors de vous est-ce que d'autres membres du ménage participent à la pratique du maraîchage ? par exemple votre mari ou vos enfants si oui, quel est leur apport ?

- Etes –vous satisfaite du degré d’implication des autres membres du ménage par exemple votre époux ou vos enfants dans la pratique du maraîchage ?
- Est-ce que les rôles au sein du ménage ont changé depuis que vous êtes dans l’activité maraîchère ?
- Qu’en est-il de la sécurité en termes de non-violence au sein de la famille ou sur le terrain en référence au maraîchage ?
- Le maraîchage vous a permis de vous engager dans des groupements agricoles ? sociaux ou politiques ? Si oui, le(s)quel(s) par exemple ? quel est votre rôle dans l’association ?

Conclusion

- Estimez- vous qu’il y a un changement dans la manière dont vous êtes considéré au sein de vote couple, famille, quartier ?
- Quelles sont vos rêves pour d’avenir ?

Merci d’avoir répondu à nos questions.

Merci d’avoir répondu à nos questions.

Madeleine MUADI KASHIBA.

Questionnaire d'enquête (homme).

Bonjour,

Je m'appelle MUADI KASHIBA Madeleine étudiante en Master de spécialisation en Environnement, Développement et Sociétés. Dans le cadre de mon mémoire, j'aimerais échanger avec vous sur quelques thèmes notamment le rapport au sein du ménage en lien avec le rôle des femmes dans le maraîchage. Pour ce moment d'échange autour de ces thèmes je vous garantis la confidentialité totale et pour cela je n'utiliserais que votre prénom. A tout moment n'hésitez pas de poser de questions d'éclaircissement si vous en avez. Merci de votre disponibilité.

- Comment sont réparties les activités dans votre famille ? Quelles sont vos activités ?
- Vous participez aussi à l'activité du maraîchage ? A quel moment intervenez-vous ? qui prends les décisions par rapport au maraîchage ? (choix des cultures, modèle de production, accès aux moyens financiers...)
- Est- ce que quelque chose a changé dans votre ménage depuis que votre femme gagne de l'argent ? Si oui, pouvez- vous nous dire ce qui a changé ? Comment le vivez-vous ?
- Quels changements palpables avez-vous constaté au sein de votre ménage, et que l'on peut attribuer à l'argent gagné du maraîchage de votre épouse ?.
- Depuis que votre épouse évolue dans le maraîchage, est-ce que quelque chose a changé dans votre organisation sociale et/ou politique ?(voir si sa femme est dirigeante, comment le vit-il ?)

Merci d'avoir répondu à nos questions.

Madeleine MUADI KASHIBA

Questionnaire d'enquête (REFED).

Bonjour,

Je m'appelle MUADI KASHIBA Madeleine étudiante en Master de spécialisation en Environnement, Développement et Sociétés. Dans le cadre de mon mémoire, j'aimerais échanger sur le genre et les revendications de votre structure. Pour ce moment d'échange autour de ces thèmes je vous garantis la confidentialité totale et pour cela je n'utiliserais que votre prénom. A tout moment n'hésitez pas de poser de questions d'éclaircissement si vous en avez. Merci de votre disponibilité.

1. Depuis quand le REFED existe ?
2. Quels sont les objectifs du REFED ?
3. Quel lien faites-vous entre votre organisation et les femmes maraichères ? Dans quelle mesure les femmes participent-elles au REFED ?
4. Quel est l'apport du REFED dans le soutien ou l'accompagnement du maraîchage à Mbuji- mayi ?
5. Quels sont les obstacles que vous rencontrez dans l'exercice de votre mission
6. Quelles sont les revendications prioritaires du REFED en rapport avec les femmes maraichères ?
7. Quels canaux mobilisez-vous pour faire entendre votre voix et quels en sont les alliés principaux ?
8. Comment les femmes interviennent pour porter vos paidoyers ?
9. Quelles sont vos revendications ont-elles abouties ? Quelles ont été vos stratégies ?

Merci d'avoir répondu à nos questions.

Madeleine MUADI KASHIBA

Questionnaire d'enquête (ministre provincial de l'agriculture au kasai-oriental).

Bonjour,

Je m'appelle MUADI KASHIBA Madeleine étudiante en Master de spécialisation en Environnement, Développement et Sociétés. Dans le cadre de mon mémoire, j'aimerais échanger avec vous la politique agricole et le genre. Pour ce moment d'échange autour de ces thèmes je vous garantis la confidentialité totale et pour cela je n'utiliserais que votre prénom. A tout moment n'hésitez pas de poser de questions d'éclaircissement si vous en avez. Merci de votre disponibilité.

1. Dans le programme de politique agricole quelle est la place du maraîchage ?
2. Les politiques agricoles, liées au maraîchage intègrent –t-elles le genre ? de quelle manière ? Intégrez-vous des programmes de formations adressés aux femmes par rapport à des nouvelles technologies agricoles ? ex le numérique....
3. Comment pouvez-vous assurer l'accès des femmes aux ressources naturelles, outils agricoles, financières ?
4. Comment voyez-vous l'évolution des rôles des femmes et des hommes dans l'agriculture ?
5. De votre point de vue personnel comment voyez-vous l'avenir de la femme dans le domaine agricole particulièrement dans le maraîchage ? le fait que les femmes participent au maraîchage, cela change leur place au sein du quartier, village, famille ?
6. Pour vous le maraîchage permet d'assurer la sécurité alimentaire des familles ?

Merci d'avoir répondu à nos questions.

Madeleine MUADI KASHIBA.



INVITATION

Madeleine MUADI KASHIBA, étudiante à l'Université Catholique de Louvain en master de spécialisation en Environnement, Développement et Sociétés organise un atelier ce samedi 13 Avril 2019 en collaboration avec Le Réseau Femmes et Développement dans la province du Kasai-Oriental. Cette séance d'échanges sera tenue à l'attention des femmes maraîchères de la ville de Mbujimayi dans le cadre de la collecte des données de son mémoire dont l'objectif est de mettre en évidence la spécificité du rôle des femmes dans l'agriculture péri urbaine maraîchère dans la ville de Mbujimayi. Il s'agit de voir comment ces femmes analysent leurs rôles dans la pratique du maraîchage et comment elles analysent ce que l'activité maraîchère leur apporte à elles-mêmes et à la sécurité alimentaire de leur ménage. Cette analyse sera faite à partir de la grille MANDALA. Cadre choisi pour cette rencontre, le siège du REFED Kasai-Oriental situé dans la commune de Diulu. Voici par ailleurs comment se présente le programme de cet atelier d'un jour :

10H00 : Début de l'atelier

10H00-10H30 : Explication de la grille MANDALA aux participantes

10H30-11H30 : Travaux en groupes

11H30-12H00 : Restitution en plénière

12H00-12H45 : Pause et enregistrement des interviews avec les participantes

12H45-12H50 : Mot des participantes

12H50-12H55 : Mot du REFED Kasai-Oriental

12H55-13H00 : Mot de l'étudiante

13H00 : Fin de la manifestation.

Pour l'organisation


Monique MLANDA
Secrétaire Exécutive au REFED Kasai-Oriental

Madeleine MUADI

Etudiante à l'UCL Louvain

Mbuji mayi, le 13/04/2019

LISTE DE PRESENCE

THEME : Analyse du rôle des femmes maraichères de la ville de Mbuji mayi pour la Sécurité Alimentaire de ménages au prisme de la grille MANDALA

N°	NOMS ET PRENOMS	STRUCTURE	N° TEL	EMAIL	SIGNATURE
01	NGANGU PAUL	AGRICULTEUR	0257342288		
02	MUTEBA DONAT	Tshibumba	0813049508		
03	BANKALELA SASUDA	AGRICULTEUR	0257473773		
04	MBUYI KAREYA	LI			
05	MUKUNA ANIFA	LI	0652136685		
06	NTEMBWE KASONGA	LI			
07	KIBENIBO CARINA	LI	0979725386		

08	KAYEGBA ANTO	ABRICULTURE			
09	MBAMBEGBA MARTINE	LI	0899257623		
10	NIEMBA JOLIE	LI			
11	KALEMBA MARIE	LI			
12	NISSYI MUA CIALA	LI			
13	NISSYI MUA MUKENDI	LI			
14	KALANGA MUA NGUYI	LI			
15	MUA CATALY	AGRICULTURE			
16	NI TENGGA-JOLIE	REFED			
17					
18					
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25					

2. Photos de terrain

Les Photos des légumes cultivés par les femmes maraichères à Mbujimayi



Photo 1 : Les amarantes (légume appelé, tshitekuteku en ciluba, une langue locale)



Photo 2 : Les feuilles de manioc (kaleji) et Les feuille de patate douce(tshilungalunga)



Photo 3 : Le Gombo (mulembua) et Les feuilles de courge(Mudibu)



Photo 4 : La tomate

Les photos du focus groupe organisé dans la ville de Mbujimayi



Avec les membres du REFED Kasai-Oriental.

Les photos des entretiens individuels réalisés dans le site maraîcher de kasebu.



Rivière muya source utilisée pour l'arrosage des cultures maraîchères.

Les hommes et femmes maraîchers lors de notre première visite sur terrain



Le bassin pour le transport de l'eau.



Un couple maraicher en pleine activité.

RESUME

Aujourd'hui, plusieurs chercheurs reconnaissent l'importance d'une approche genre dans les enjeux de développement. Il est question d'analyser les rôles et les relations de pouvoir entre les femmes et les hommes. Cette question démontre combien la femme est une actrice incontournable pour le décollage du développement en Afrique. Dans le domaine agricole par exemple, la femme constitue une main d'œuvre remarquable. Cependant, ce rôle est souvent méconnu et parfois même nié par la société. Pourtant, cette activité permet à la femme de subvenir aux besoins de la famille et à ses propres besoins. C'est pourquoi les recherches de terrain s'avèrent nécessaires pour interroger les différents acteurs en place mais surtout mettre en exergue la spécificité du rôle des femmes en agriculture. Zone minière, Mbujimayi regorge à ce jour bon nombre de personnes dans le domaine agricole dont le maraîchage. Plusieurs se sont tournés vers les activités agricoles après la faillite de la Société Minière de Bakwanga. Ainsi, la présente étude s'est focalisée sur les femmes de la ville de Mbujimayi qui sont remarquables dans le maraîchage. L'objectif est de voir comment ces femmes analysent leur rôle dans le maraîchage et l'apport de cette activité vis-à-vis d'elles-mêmes et de la sécurité alimentaire du ménage.

Mots-clés : Mine, genre, maraîchage, sécurité alimentaire et agriculture périurbaine.